ISSN 0024-7650

l'éditorial d'Arlette Laguiller

en page 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

lutte ouvrière

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1403 - 26 mai 1995 - prix : 9 F

Aides au patronat sous prétexte d'aider l'emploi :

DANS LE NEUF DE CHIRAC-JUPPÉ IL N'Y A QUE DU VIEUX !

WEEK-END de la PENTECÔTE

Avec Arlette LAGUILLER

TOUS à la FÊTE de LUTTE OUVRIÈRE

Les 3, 4, et 5 juin
à Presles (Val-d'Oise)

M 6189 - 1403 - 9,00 F

SOMMAIRE

3 – **L'éditorial d'Arlette Laguiller**

Politiciens

2 – Le gouvernement Juppé : la promotion Chirac

Leur société

5 – Cadeaux au patronnat : Chirac présente l'addition à la population
– Le déficit public… et ceux qui en font les frais
– La suppression du Glam : pas de quoi inquiéter un ministre
6 – Devenu licencieur chez Renault, le docteur Schweitzer avait déjà sévi
– « Plan social » recalé en cassation
– Les femmes à l'honneur ?
7 – Sois jeune et tais-toi
– Les patrons et le temps de travail
– (Pas) drôle de solidarité

Dans le monde

16 – **Espagne** les élections municipales et régionales
– **Tchétchénie** de la lutte entre clans de la bureaucratie à une guerre à la « yougoslave »

La fête 1995

7,8,9,10 tout sur la fête

Dans les entreprises

12 – Rhône-Poulenc Vitry la direction joue à Ushuaia au péril des travailleurs
– Échos des entreprises

Travailleurs en lutte

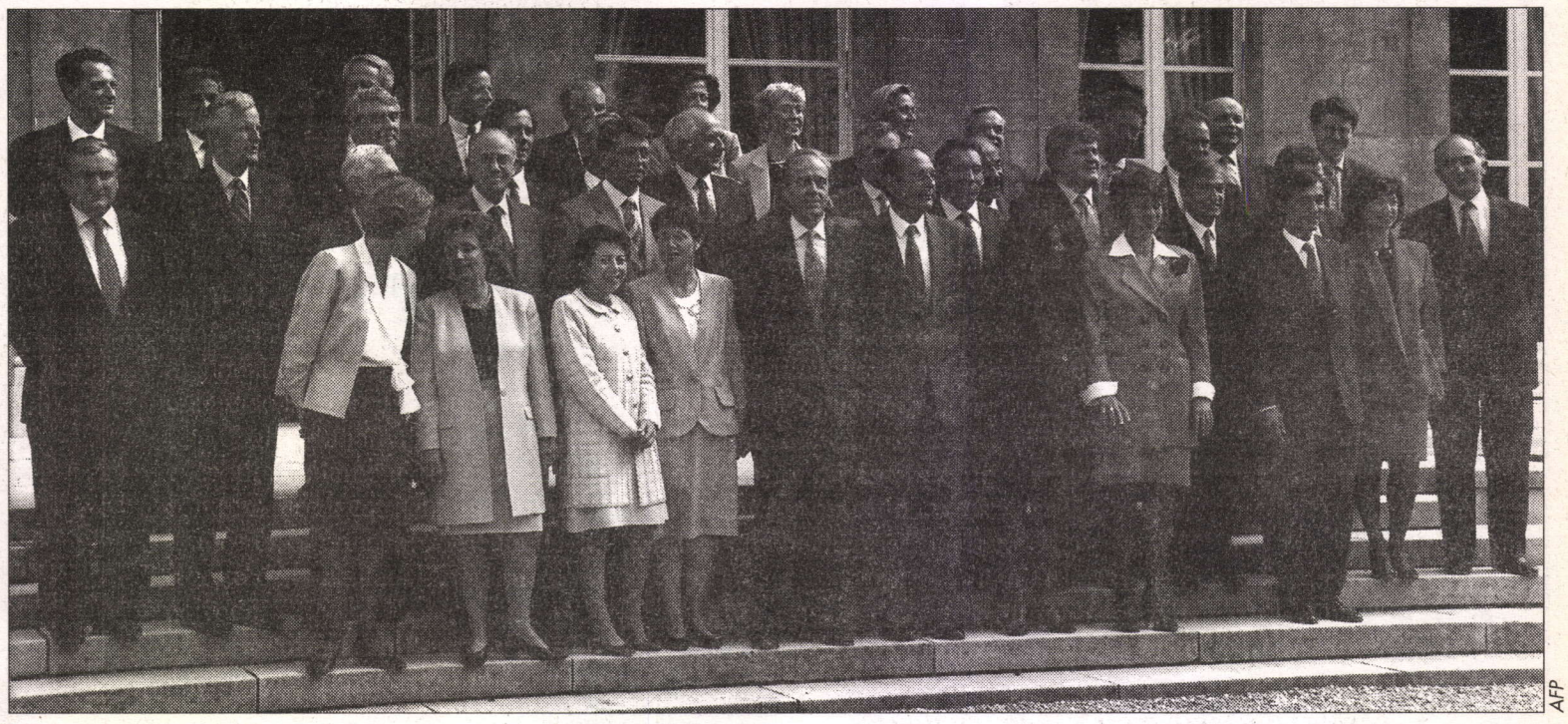
11 – SNECMA non aux sanctions
– Aciéries d'Imphy (Nièvre) en grève pour 700 F…
13 – Alcatel Ormes une journée qui remonte le moral
– CIT Alcatel Cherbourg non à la fermeture
14 – Rhône-Poulenc Pont-de-Claix la direction s'entête, les travailleurs aussi
– CRAM (Rouen) c'est la grève
– Renault Le Mans après les débrayages…

Lire

15 – Deux romans de de Raphaël Confiant
– *Commandeur du sucre*
– *Le gouverneur des dés*

Le gouvernement Juppé

LA PROMOTION CHIRAC



AFP

Alain Juppé a formé son gouvernement, qui est présenté comme différent des précédents, en particulier parce que les têtes nouvelles et les femmes y auraient une large place…

En fait, avec ses douze femmes, c'est effectivement le gouvernement le plus « féminisé » que la France ait jamais connu. Mais toutes les douze sont cantonnées aux seconds rôles, et les trois quarts comme secrétaires d'Etat, même pas comme ministres. Pas tout à fait les égales des hommes, en tout cas !

Quant aux « têtes nouvelles », elles sont d'abord encadrées de vieux routiers qui ont été placés aux postes en vue – de Jacques Toubon à Alain Madelin, connu pour son « ultralibéralisme » et ses antécédents d'extrême-droite, en passant par Hervé de Charette et l'un des rares ex-balladuriens du gouvernement Juppé, François Bayrou. Et s'il y a environ 70 % de « nouveaux » sans passé ministériel, quand on y regarde de plus près, tous et toutes sortent du sérail, ont déjà fait leurs preuves et surtout sont très liés à Chirac.

Il y a là un ex-sauteur de haies, Guy Drut, médaillé olympique il est vrai. La qualification qui l'a fait nommer au ministère de la Jeunesse et des Sports est unique : c'est un ami de Chirac, et cela fait plus de dix ans qu'il convoite le poste. Il y a la député RPR, secrétaire-adjointe de son parti, Elisabeth Hubert, nommée ministre de la Santé et de l'Assurance maladie, qui s'est fait connaître par de nombreuses interventions sur la Sécurité sociale

Défendant la remise en ordre des comptes de la Sécurité sociale en commençant par une politique d'économies pour les hôpitaux, elle ne cache pas par contre sa sympathie pour les professions libérales de la Santé. Il y a encore Colette Codaccioni, qui bénéficie d'un « nouveau » ministère, celui de la « Solidarité entre les générations » qui doit lui permettre de s'occuper des problèmes relatifs à la famille, aux personnes âgées et à la retraite. Elle s'est fait connaître par des prises de position en faveur d'un statut pour les mères de famille. Une autre, Anne-Marie Couderc, était directrice des ressources humaines – c'est-à-dire chef du personnel, de l'embauche ou… des licenciements – du groupe Hachette. Elle a été nommée secrétaire d'Etat chargée de l'emploi, tout un programme ! Quant à Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, c'est le fils du ministre gaulliste Michel Debré. Françoise de Panafieu, Missoffe de son nom de jeune fille est, elle, la fille de deux ministres gaullistes (son père et sa mère l'ayant été tous les deux !) et seconde Jacques Chirac comme maire-adjoint depuis de longues années.

La principale caractéristique du nouveau gouvernement est donc d'être en fait très chiraquien. Il y a ceux qui, pendant la campagne, ont été surnommés les « lieutenants » parce qu'ils faisaient le carré autour de Jacques Chirac. Il y a ensuite les chiraquiens « parisiens », ceux qui ont toujours été liés à Chirac par le biais de la mairie de Paris, les UDF anti-balladuriens – eux aussi souvent liés à Chirac parce qu'élus parisiens – et enfin des jeunes loups de la nouvelle génération, comme François Baroin, le porte-parole du gouvernement, qui n'a pas trente ans mais est le fils d'un ami de Chirac.

Il y aura au moins une promesse électorale que Chirac aura tenue, probablement la seule d'ailleurs : celle de faire la place aux siens !

S. F.

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 23 000 exemplaires. Composition : [& Associés]. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 3, rue du Parc - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....

Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).

Ci-joint la somme de : .....

Règlement :
– par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
– par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R – PARIS.

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

AIDES AU PATRONAT SOUS PRÉTEXTE D'AIDER L'EMPLOI : DANS LE NEUF DE CHIRAC-JUPPÉ IL N'Y A QUE DU VIEUX !

Le nouveau premier ministre nommé par Chirac, Alain Juppé, s'est livré avec son discours de politique générale devant l'Assemblée à un exercice obligé ; après tout, c'est à cela que sert un premier ministre. Il a pu déverser un flot de paroles dont il espère qu'elles lui permettront, au moins pour quelques semaines, d'avoir l'air de quelqu'un qui propose vraiment de faire du neuf. Mais il ne propose évidemment que les mêmes vieilles recettes, pratiquées et repratiquées dans tous les sens par les gouvernements précédents, de droite ou de gauche. Et ce n'est tout de même pas avec cela qu'il pourra donner le change très longtemps.

Car il n'est évidemment pas nouveau, le "contrat Initiative emploi" dont Chirac avait fait un de ses thèmes de campagne et consistant à favoriser l'embauche de chômeurs de longue durée par des dégrèvements de charges sociales. Tous les gouvernements ont pratiqué ces dégrèvements, qui se sont ajoutés les uns aux autres, sous prétexte de favoriser les embauches. Mais ils n'ont fait que favoriser le remplacement de salariés par d'autres plus mal payés et revenant moins cher.

Il n'est pas nouveau non plus, le "Contrat d'Accès à l'Emploi" qui, lui, s'adressera aux jeunes de moins de vingt-cinq ans au chômage, contrat dont on ne connaît pas encore les détails mais qui ne sera qu'une mouture de plus des contrats censés aider à l'emploi des jeunes qui se sont succédé depuis des années. Rien de tout cela n'a enrayé la montée du chômage et on ne voit pas pourquoi il en serait autrement aujourd'hui.

Alors évidemment, pour faire du neuf, il reste à Juppé les phrases, mais même dans ce domaine il a déjà du mal : "remettre en marche le moteur de l'intégration sociale", "réformer notre système d'éducation et de formation", "construire une France plus forte", "libérer les forces vives du pays", tout cela sonne le déjà entendu.

Pour faire énergique, il déclare ouvrir des "fronts" de lutte contre le chômage, tout comme il avait parlé auparavant de "déclarer la guerre" à ce fléau par une mobilisation de tout l'appareil d'Etat. A commencer par les préfets qui seraient tenus de... faire le point sur leurs résultats dans le domaine de l'emploi, et auraient même une "responsabilité personnelle". Mais derrière tout ce clinquant il n'y a rien.

Juppé demandera peut-être des comptes aux préfets, mais cela souligne surtout qu'il n'en demandera aucun aux patrons. Ce sont pourtant eux et pas les préfets qui sont censés créer des emplois, et c'est à eux qu'on s'apprête à distribuer et redistribuer des aides sous forme d'allègements de charges.

On sait déjà que le nouveau gouvernement consacrera au moins 50 milliards de francs du budget de l'Etat à ces aides. Les patrons consultés ne se disent pas encore satisfaits pour autant, préférant déjà s'inquiéter du "coup de pouce" au SMIC promis par Juppé pour le 1er juillet et même pas chiffré précisément. Il préfèreraient, voyez-vous ça, qu'on s'engage vers une baisse voire une suppression du SMIC, si souvent évoquée mais qui ne vient pas assez vite à leur goût !

Quant à savoir d'où l'Etat sortira l'argent, alors que depuis des mois le déficit du budget ne cesse de se creuser, Juppé attend pour le dire. C'est à la fin juin ou au début juillet que l'on connaîtra le "collectif budgétaire" destiné à financer ses mesures. Après tout, entre temps il y a encore des élections municipales à passer, et à tant faire il préfère reporter l'annonce de mesures impopulaires. Augmentation de la TVA, relèvement de taxes et sans doute de tarifs publics, restrictions de crédits, le tout pour un bilan global qui serait paraît-il de quelques 80 milliards de Francs, on comprend qu'il préfère attendre quelques semaines pour annoncer tout cela...

Au fond tout cela est clair et sans surprise. Il y a bien une déclaration de guerre dans les paroles de Juppé, mais ce n'est pas la guerre au chômage, c'est la continuation de la même guerre menée sans discontinuer par le patronat et par tous les gouvernements précédents : une guerre à la classe ouvrière, une guerre à tout le monde du travail pour imposer les désirs, les priorités du patronat, pour se servir du chômage afin d'imposer la baisse des salaires, des charges et plus généralement des obligations des employeurs, pour tenter de rendre les travailleurs plus malléables, plus mobiles, plus disponibles et pour moins cher, sous prétexte de concurrence internationale et de lois du marché.

Alors, à cette guerre menée par patrons et gouvernants à l'ensemble des travailleurs et des chômeurs, il faudra bien que ceux-ci répondent en menant la leur, pour la défense urgente de leurs intérêts, pour imposer l'augmentation des salaires et l'interdiction des licenciements, pour imposer l'embauche dans les services publics et pour faire payer le patronat au lieu de continuer à lui verser l'argent de l'Etat à fonds perdus.

Les ministres, désormais censés s'arrêter aux feux rouges, auront peut-être en fait du mal à se passer d'escorte !

Arlette Laguiller

La « bataille pour l'emploi » de Chirac

DES RECETTES DÉJÀ BIEN VIEILLES

AFP

« *Mobilisation générale* » pour l'emploi ; « *guerre au chômage* », « *priorité absolue à la bataille pour l'emploi* » : Jacques Chirac et Alain Juppé n'ont pas lésiné sur les déclarations démagogiques et les effets de scène pour leur entrée à l'Elysée pour l'un, à Matignon pour l'autre.

Ils ont sorti le grand jeu, avec convocation de tous les préfets pour écouter le nouveau président et son chef de gouvernement jouer les vedettes dans le grand cinéma du social.

Chirac a ainsi expliqué aux préfets qu'ils devenaient les « *fers de lance* » de la bataille pour l'emploi et qu'il les tiendrait pour personnellement responsables des résultats : « *Votre réussite sur l'emploi, dans votre département, sera le critère essentiel d'appréciation de votre mérite* ». En attendant, il a demandé à tous les préfets de « *désigner immédiatement auprès d'eux un commissaire pour l'emploi avec une triple mission de mobilisation, d'impulsion et d'initiative pour l'emploi* ». Ce qui signifie, sinon des chômeurs en moins, des postes pour les petits copains des préfets en question.

Et, pour faire bonne mesure, pour qu'il ne soit pas dit que tout cela ne serait que poudre aux yeux, les préfets se sont vu imposer des échéances. Par exemple, d'ici le 31 mai, ils devront « *faire le point sur l'évolution de l'emploi dans leur département* », puis un mois plus tard, sur les « *emplois de proximité* ».

Malgré les prétentions de Chirac à la nouveauté, l'idée de ces « *commissaires pour l'emploi* » n'est pas du tout nouvelle. Elle avait été lancée, en 1981, peu après l'arrivée de Mitterrand à l'Elysée, par Pierre Mauroy et son ministre du Travail, Jean Auroux. Il s'agissait alors de mettre en place les contrats emploi solidarité (CES). Par la suite, elle avait été reprise alors qu'Edith Cresson était Premier ministre et Martine Aubry, ministre du Travail. Cette dernière avait alors concocté une nouvelle formule, celle des contrats de retour à l'emploi (CRE), assortie d'une aide financière aux entreprises qui innovaient afin de créer des emplois. Et rien de tout cela, ni la multiplication des sigles ni celle des « *aides au patronat* » n'ont empêché le nombre des chômeurs de passer de 2,8 millions sous Cresson en 1992 à près de 3,3 millions à la fin mars.

Si les chômeurs n'ont rien à espérer de tout ce cinéma, d'autres y trouveront sans doute leur compte. Par exemple les PME pour qui de nouveaux « *guichets pour l'emploi* » vont être ouverts, pour leur faciliter « *l'ensemble des démarches et formalités liées aux mesures d'aide à l'emploi* ». On ne peut dire les choses plus clairement. Le libre-service de la subvention au patronat se perfectionne !

L.P.

La défense du franc

UN PRÉTEXTE ÉCULÉ POUR JUSTIFIER L'AUSTÉRITÉ

Chirac avait pourtant juré ses grands dieux pendant sa campagne électorale : jamais, au grand jamais, on ne le prendrait à faire passer la bonne tenue du franc sur les marchés financiers avant le reste ! Et voilà qu'à peine son nouveau gouvernement intronisé, on l'y prend ! C'était le 22 mai à Bruxelles, où le ministre des Finances, Alain Madelin, présidait le conseil financier de l'Union européenne.

Bien sûr il s'agissait d'essayer de mettre un terme aux soubresauts du franc sur les marchés financiers au cours de la semaine précédente. Et pour cela il s'agissait de tenter de calmer les incertitudes des spéculateurs, ou plutôt de calmer le jeu des paris sur les incertitudes des autres, grâce auquel les spéculateurs font leur beurre. D'où cette petite phrase de Madelin, qui aurait fait tant de bruit, paraît-il, dans le Landerneau boursier : « *A mes yeux les fondamentaux de l'économie française plaideraient plutôt pour une appréciation du franc* ». Autrement dit, tout va très bien, Madame la Marquise, pour ce qui est de l'économie française, tellement bien qu'on doit s'attendre à une remontée du franc. Donc, messieurs les spéculateurs, tous à vos téléphones et achetez du franc… ça va monter !

Tant pis si les indices de l'économie ne sont pas si bons que Madelin le prétend. Tant pis aussi si des experts financiers comme ceux de la Caisse des Dépôts en sont à expliquer dans la presse spécialisée que le franc serait d'ores et déjà surévalué de 6 % à son cours actuel. On a l'habitude que les politiciens, surtout ceux au pouvoir, pallient leur incapacité à diriger une économie sur laquelle ils n'ont guère de contrôle en recourant à la méthode Coué – pour la galerie au moins. Madelin ne fait pas exception à la règle.

Cela dit, comme les financiers, eux, ne sont pas nés de la dernière pluie, Madelin ne s'en est pas tenu là : « *Les marchés peuvent être assurés que la politique économique et budgétaire de la France sera une politique résolue de lutte contre les déficits publics et que nous avons la volonté de réaliser la convergence nécessaire pour être au rendez-vous de la monnaie européenne dans le calendrier prévu* ». En particulier, a ajouté Madelin, pour réduire les déficits il faut réduire l'inflation et, par conséquent, il faut que « *les augmentations de salaires restent modérées* ».

LO

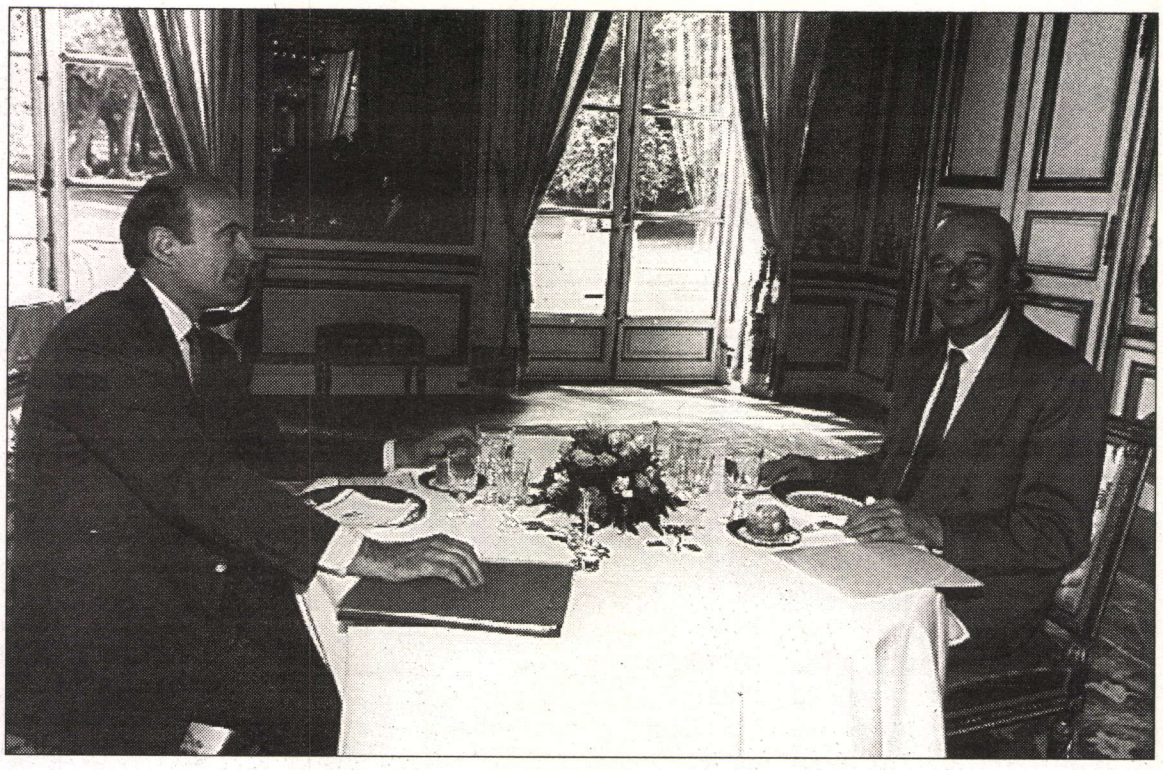
Nous y revoilà ! Les impératifs monétaires européens – contrôle de l'inflation et des taux d'intérêts en même temps que contrôle du taux de change du franc – reviennent au goût du jour en guise de prétexte pour justifier toutes les austérités. L'austérité sur les dépenses sociales d'abord, en droite ligne avec la politique de tous les gouvernements successifs depuis plus de dix ans. Et ensuite l'austérité sur les salaires, puisque c'est toujours la hausse des salaires que ces mêmes gouvernements ont accusée d'être cause d'inflation – mais jamais, par exemple, les gaspillages des classes possédantes ni les marges bénéficiaires parfois exorbitantes des grandes entreprises.

Où est donc passée la « *participation des salariés aux fruits de l'expansion* » dont parlait Chirac il y a encore si peu de temps ? Mais non, simple erreur de langage – c'était des « frais » et non des « fruits » de l'expansion dont il voulait parler.

François ROULEAU

Cadeaux au patronat

CHIRAC PRÉSENTE L'ADDITION À LA POPULATION



AFP

A peine nommé, le gouvernement Chirac-Juppé a annoncé la prochaine privatisation d'Usinor-Sacilor, le troisième groupe mondial de la sidérurgie. C'est que l'Etat a besoin d'argent, de beaucoup d'argent pour financer ce qu'il appelle la «*guerre contre le chômage*».

En fait, le chômage n'est invoqué que comme prétexte, une fois de plus, pour multiplier les cadeaux au patronat. Rien que les mesures d'allégement des charges patronales annoncées par Chirac durant la campagne, et confirmées dès son investiture, coûteront entre 40 et 50 milliards de francs. La prime mensuelle de 2 000 F et l'exonération totale de charges pour tout patron «embauchant» un chômeur de longue durée ne créeront pas un emploi – les patrons embaucheront une «prime», pardon, un chômeur de longue durée plutôt qu'un autre, mais il faudra bien trouver comment les financer. Augmenter l'impôt sur les sociétés et les bénéfices pour financer une mesure qui va doper les profits? Personne n'y a évidemment songé quand toute la question est de soutenir les profits, toujours et encore.

L'Etat en est donc réduit aux expédients pour se procurer de l'argent frais. Il privatise à tout va (et la liste des privatisations des dernières années montre que leur rythme s'accélère avec l'augmentation des besoins de l'Etat pour financer le patronat). Et les gouvernements successifs vendent les entreprises nationalisées, ou plutôt ils les bradent, car là aussi il s'agit de proposer une bonne affaire aux futurs actionnaires. Avec son 1,5 milliard de bénéfices réalisé l'an dernier, ses 100 000 emplois supprimés en 20 ans (et ceci explique en partie cela), Usinor-Sacilor a certes de quoi tenter les acheteurs…

Devant les protestations soulevées, y compris parmi des élus de la majorité qui trouvaient que le nouveau gouvernement avait l'air trop pressé de puiser dans la caisse, Juppé a déclaré ne pas vouloir privatiser «à la va-vite». Bien sûr… mais il n'en est pas moins pressé, car même si Usinor-Sacilor rapportait ce qu'il dit en attendre (10 milliards), on serait bien loin des 40 à 50 milliards à trouver pour financer les derniers en date des cadeaux au patronat.

Alors? Eh bien, pas besoin d'être devin pour deviner : c'est à la population que l'on va finalement présenter l'addition. Et sous un double aspect, par une réduction du financement des dépenses sociales et collectives et surtout par une augmentation de la TVA, c'est-à-dire des taxes à la consommation. Les détails ne sont pas encore connus, mais Juppé en a déjà annoncé les grandes lignes.

P.L.

LE DÉFICIT PUBLIC… ET CEUX QUI EN FONT LES FRAIS

A l'occasion des mesures de «réduction des déficits» annoncées par Juppé, la presse, réveillée par le récent accès de faiblesse du franc, a découvert que l'Etat s'était considérablement endetté ces derniers temps.

La dette publique, qui atteint aujourd'hui 3 000 milliards de francs, n'est pas sortie de rien : c'est très précisément le trou laissé dans les caisses de l'Etat par les prélèvements des gouvernements successifs, depuis vingt ans qu'ils multiplient les exonérations de charges, les primes à l'embauche, les réductions d'impôts sur les sociétés, etc., pour maintenir le niveau des profits patronaux.

Bien sûr, ce gouvernement peut continuer à creuser ce trou, et c'est sans doute ce qui finira par se produire. Mais, ce déficit (il représente deux années entières du budget de l'Etat et le seul paiement des intérêts de la dette, sans parler des remboursements, est devenu le premier poste des dépenses publiques) est devenu bien visible. Si visible, que cela pourrait déstabiliser le franc et la bonne santé… des entreprises et de leurs propriétaires.

Alors, Chirac et Juppé l'ont dit, l'Etat va réduire les dépenses, ou plutôt certaines dépenses. Comme d'habitude en pareil cas, ce sont les dépenses utiles à la population qui vont en faire les frais. Juppé l'a laissé entendre (et là, on peut lui faire confiance), on va procéder à des coupes claires dans les investissements en matière de transports, santé, logement, éducation, etc.

LES CONSOMMATEURS PAYERONT, ET D'ABORD LES PLUS DEMUNIS

Mais comme cela ne suffira ni à combler le trou des finances publiques, ni à faire face aux nouveaux cadeaux de l'Etat au patronat, on nous annonce une hausse de la TVA qui passerait de 18,6 à 20 %.

Autrement dit, c'est par l'impôt que l'Etat va financer ses cadeaux au patronat. Par l'impôt le plus injuste qui soit, un impôt qui se cache dans les prix et qui ne fait même pas semblant – tel l'impôt sur le revenu – d'augmenter avec la richesse.

Ce n'est certes pas un hasard si la TVA rapporte à l'Etat près de la moitié de ses rentrées fiscales (contre à peine plus d'un cinquième pour l'impôt sur le revenu). C'est une question de choix social des gouvernements successifs car la TVA est l'impôt qui frappe le plus lourdement les salariés (ceux-ci «cotisent» pour 88 % du total des rentrées de TVA, bien plus que pour n'importe quel autre impôt).

Avec cette hausse de la TVA, ce sont tous les prix qui vont augmenter, ou plutôt les dépenses des consommateurs qui devront acquitter là les 10 milliards de francs que Juppé attend de ses mesures et dont près des neuf dixièmes sortiront de la poche des salariés.

C'est sans doute cela la «lutte contre l'inégalité» dont Chirac avait fait un thème de sa campagne : que l'on soit chômeur ou milliardaire, avec cette hausse de la TVA, chacun payera plus. Mais pour la grande majorité, cela ne voudra dire que des sacrifices, tandis que les plus riches si même ils remarquent cette mesure, ne pourront ignorer qu'ils en seront finalement les seuls bénéficiaires.

P.L.

Suppression du GLAM Pas de quoi inquiéter un ministre

Comme premières mesures destinées à frapper les esprits, Chirac a annoncé, pendant que le gouvernement Juppé se mettait en place, que désormais le président de la République et les ministres se déplaceraient comme tout le monde, c'est-à-dire d'une part que leurs véhicules ne disposeraient plus d'un gyrophare et devraient s'arrêter, comme ceux du commun des mortels, aux feux rouges, et que d'autre part le GLAM, cette flotte d'avions et d'hélicoptères mise à la disposition des ministres pour leurs déplacements, serait dissous, à la fois par mesure d'économie et pour obliger les ministres à rester plus près de la population.

Ce genre de mesures, ceux qui arrivent nouvellement au pouvoir aiment bien les prendre… quitte à les laisser tomber en désuétude par la suite. A son arrivée à Matignon en 1993, Edouard Balladur avait ainsi diminué d'office le traitement des ministres de 10 %, et leur avait demandé de moins utiliser les services du GLAM, dont l'activité devait être réduite de 30 %. Pendant un temps, il avait même donné l'exemple en effectuant ses déplacements privés entre Paris et Chamonix sur des lignes régulières… avant d'en revenir au GLAM.

Rappelons que ledit GLAM servait aussi à transporter les équipes du GIGN et du RAID, ou à des missions telles que le transport discret de Carlos en France, après son enlèvement au Soudan. Et on peut être certain que ces tâches-là, le gouvernement saura les faire effectuer par d'autres services de l'Etat. Quant aux ministres, ils ont déjà des solutions de rechange : le ministre des Postes utilise les avions de France Telecom et le ministre des Finances les appareils des Douanes. Le ministre de l'Intérieur a sa propre flotte à sa disposition : le GLAMI (Groupe de liaison aérienne du ministère de l'Intérieur). Les autres peuvent toujours faire appel à des sociétés privées qui, paraît-il, reviennent moins cher. Pourtant, il serait étonnant que, dans la suppression du GLAM, il n'y ait pas quelque profit à glaner…

S.F.

Devenu licencieur chez Renault

LE DOCTEUR SCHWEITZER AVAIT DÉJÀ SÉVI

Gamma

Dix ans après, Louis Schweitzer, aujourd'hui PDG de Renault, vient d'être mis en examen pour complicité d'empoisonnement dans l'affaire du sang contaminé.

En 1985, il était directeur du cabinet de Laurent Fabius, alors Premier ministre. La justice lui reproche d'être à l'époque intervenu pour que le test de dépistage du sida fabriqué par le laboratoire américain Abbott soit, comme il apparaît dans un compte rendu d'une réunion interministérielle, «encore retenu quelque temps au laboratoire national de la santé». Il s'agissait alors, en freinant l'homologation de ce test, de favoriser le test concurrent de l'Institut Pasteur, en cours de fabrication.

On peut ainsi mesurer toute l'hypocrisie de Schweitzer lorsqu'il déclare que «l'affaire du sang est un drame dont on mesure aujourd'hui toute l'ampleur», et lorsqu'il ajoute que «le Premier ministre, Laurent Fabius, et ses collaborateurs… se sont efforcés, avec les connaissances qu'ils avaient alors, d'agir au mieux de l'intérêt général»!

Car à l'époque, le risque de contamination lors des transfusions sanguines par le virus du sida était clairement identifié par les milieux médicaux. Seulement pour défendre les intérêts des actionnaires de l'Institut Pasteur ainsi que ceux des laboratoires collectant et traitant les dons de sang, et non «l'intérêt général» derrière lequel Schweitzer se retranche aujourd'hui, tous ces gens-là ont pris délibérément le risque de contaminer des centaines de transfusés.

Parmi ces malades, certains sont aujourd'hui décédés et bien d'autres mourront dans les années à venir à cause de ces choix criminels, dictés par de sordides considérations financières et la loi du profit.

Quant à Schweitzer, comme beaucoup d'autres hauts fonctionnaires, et malgré ses démêlés avec la justice aujourd'hui, il continuera sans doute à faire une brillante carrière, alternant les responsabilités dans l'appareil d'État et les postes de dirigeant dans de grands groupes industriels, publics ou privés. Et sans plus de scrupules ou d'états d'âme qu'aujourd'hui chez Renault, il condamnera des milliers de travailleurs au chômage pour plaire à ses actionnaires.

AFP

LES FEMMES À L'HONNEUR?

Sur 43 membres, le gouvernement Juppé comprend 12 femmes. Un record absolu. Il faut dire que la France a dans ce domaine une solide tradition d'arriération. Chirac a donc fait mieux que les dix postes que Balladur promettait de réserver à des femmes, s'il était élu.

L'égalité entre les sexes est pourtant encore loin d'être réalisée au gouvernement : 31 hommes et 12 femmes. Et encore, 8 d'entre elles ne sont pas ministres, mais seulement secrétaires d'Etat (chez les secrétaires d'Etat, elles sont même majoritaires : 8 sur 14). De plus, la première n'arrive qu'au 15e rang dans l'ordre protocolaire. Quant à leurs attributions, elles restent au niveau ministériel, celles d'assistantes sociales, infirmières, institutrices, ménagères et réceptionnistes qui leur sont traditionnellement réservées : Santé, Solidarité entre les générations, Environnements, Tourisme, Emploi, Enseignement scolaire, Francophonie, etc.

Chirac s'était plaint, pendant la campagne électorale, qu'il était très difficile de trouver des ministres femmes «ayant également l'expérience et la compétence».

Mais à la place d'un Juppé, Premier ministre, d'un Debré, ministre de l'Intérieur, d'un Toubon, voire d'un Chirac, pouvaient-elles faire vraiment plus mal… à défaut de faire plus mâle?

Vincent GELAS

«PLAN SOCIAL» RECALÉ EN CASSATION

Depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement par le ministre Séguin en 1986, ce sont les tribunaux qui sont censés contrôler la régularité de la procédure lors des licenciements collectifs. Les socialistes, de retour au gouvernement en 1988, n'avaient pas rétabli l'autorisation administrative. Mais la loi Aubry de janvier 1993 avait précisé le contenu des «plans sociaux» que devaient présenter les patrons. Or voici qu'un plan social, celui de la société Everite – filiale de Saint Gobain – est arrivé pour la première fois devant la Cour de cassation. Cette dernière l'a rejeté et, dans son arrêt, explique que *«le plan social doit comporter des mesures précises pour faciliter le reclassement du personnel et éviter ainsi les licenciements ou en limiter le nombre»*. Et elle reproche au plan social en cause de ne comporter *«aucune indication sur le nombre et la nature des emplois qui pouvaient être proposés, à l'intérieur du groupe, parmi les entreprises dont les activités, l'organisation ou le lieu d'exploitation leur permettent d'effectuer la permutation de tout ou partie du personnel»*.

Ces remarques de la plus haute instance juridique qui vont faire jurisprudence, semblent aller plus loin que la loi Aubry. Les milieux patronaux font mine de s'inquiéter : la Cour de cassation va-t-elle aller jusqu'à imposer au patron licencieur des reclassements effectifs?

Et certains de suggérer d'abroger la loi Aubry. Mais voilà, ce n'est pas très cohérent quand on prétend faire une priorité de la lutte contre le chômage, comme Chirac et Juppé l'ont annoncé. D'autres proposent de rétablir l'autorisation administrative de licenciement (après tout, les inspecteurs du travail autorisaient 90 % des licenciements qui leur étaient présentés…) mais assouplie, allégée, rendue plus rapide.

En fait tout ce beau monde discute sur la bonne façon de licencier et de présenter les licenciements. Mais la seule façon de limiter la progression du chômage serait de les interdire, en commençant par confisquer les entreprises qui affichent des profits et qui licencient.

Vincent GELAS

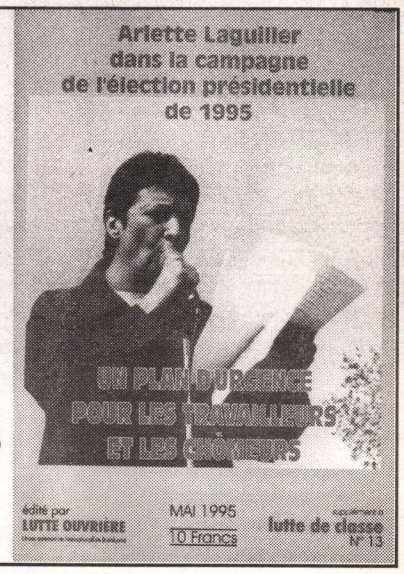
UN PLAN D'URGENCE LES TRAVAILLEURS ET LES CHÔMEURS

Arlette Laguiller dans la campagne de l'élection présidentielle de 1995

Ce recueil des textes de la campagne d'Arlette Laguiller est paru, dans le cadre du Supplément à

LUTTE DE CLASSE n° 13

(mai 1995) - Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.



3, 4 ET 5 JUIN LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Dans moins de deux semaines s'ouvrira la 25e fête de Lutte Ouvrière.

Eh oui, cela fait 25 ans – un bail d'un quart de siècle – que chaque année se retrouvent des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, de jeunes et de moins jeunes, des familles ou des copains, dans le cadre champêtre, d'abord pendant plusieurs années à Mériel, puis ensuite, pour raison d'expropriation, dans le cadre plus vaste de Presles.

Ces dernières années nous étions entre 25000 et 30000 rassemblés. C'est dire que nombreux sont ceux qui, à un moment ou un autre, sont venus à notre fête, qui la connaissent, l'apprécient et y reviennent régulièrement. Même pour ceux-là, la fête est un plaisir renouvelé, parce que chaque année il y a ici ou là des choses nouvelles, que ce soit dans le programme, dans les expositions, au chapiteau scientifique, dans les animations. Mais surtout il y a le plaisir de se retrouver entre camarades qui se connaissent ou d'autres qui vont profiter de l'occassion pour faire connaissance.

Car nous espérons accueillir cette année des hommes, des femmes qui, parce qu'ils ont entendu parler de Lutte Ouvrière pour la première fois au travers de la campagne d'Arlette Laguiller, découvriront la fête. Ce sera, pour eux, l'occasion de mieux connaître nos idées, nos activités. Ils pourront en effet rencontrer les militants de Lutte Ouvrière de leur entreprise, de leur ville, de leur région, discuter avec eux. Et s'ils le désirent prendre contact pour d'autres discussions au-delà de la fête. Pour, s'ils le souhaitent, agir ensemble.

Oui, ces trois jours seront pour tous l'occasion d'être ensemble nombreux, plus nombreux encore, nous en avons la conviction, que les années précédentes.

Durant ces trois jours, chacun pourra se détendre, musarder, se cultiver, assister à des spectacles de qualité, déguster des petits plats, mais avec le sentiment de se sentir à l'unisson de milliers d'amis, connus, inconnus qui, fraternellement, partagent une même volonté de combattre les injustices, l'oppression, l'exploitation, et qui veulent contruire un monde fraternel, solidaire.

Camarades, amis, notre fête, c'est la vôtre. Encore quelques jours et nous allons nous y retrouver. Mettons à profit ce court délai qui nous reste pour convaincre amis, voisins, connaissances, de se joindre à nous.

A tous, bienvenue, et à bientôt.

LO

GRAND PODIUM

Samedi

14 H — ZANIBONI
Chansons rock

16 H — Hélène MAURICE
Chanteuse québécoise

17 H Allocution d'ARLETTE LAGUILLER

21 H — **Césaria EVORA**
Chanteuse du Cap-Vert

Dimanche

14 H — Emmanuel ANDERTAL
Chanson française

15 H Allocution d'ARLETTE LAGUILLER

16 H — **Marc JOLIVET**
Humour

19H30 — **Anne SYLVESTRE**
Chanson française

21 H — **LES POUBELLES BOYS**
Swing rigolo

Lundi

14 H — Maryan'SOLMON
Chansons

15 H Allocution d'ARLETTE LAGUILLER

16 H — **CHANSON PLUS BIFLUORÉE**
Quatuor vocal d'humour et de parodies

18H15 — **Didier LOCKWOOD QUINTET**
Jazz

THEATRE DE VERDURE

Samedi 14 h Martine VERDIER
chante Piaf, Prévert, Kosma

15h30 FUEGO flamenco

18 h **NAJIB**
auteur-compositeur

20 h **Lionel ROCHEMAN**
humour yiddish

21h30 OYO LAPIERRE
tragédienne, interprète Brel

Dimanche 12 h Simone TASSIMOT
chansons d'escales

14 h **KERGRIST**
« le clown CHOMDU»
1ère partie

16 h **KERGRIST**
« le clown CHOMDU»
2e partie

18 h LISA MARY
blues jazz

19h30 **MATHIEU**
humour

21h30 Michèle GALLINO
chansons

Lundi 12 h MEDOC
chansons rock

13h30
Claude ANTONINI
« Rictus ou le voleur d'étoiles »

16 h **STOMPIN CRAWFISH**
cajun

18 h Jean-Claude BRAMLY
chanson française

PRENEZ VOS CARTES A L'AVANCE

La carte d'entrée coûte 60 F sur place pour les trois jours. Mais si vous vous la procurez à l'avance auprès de nos militants, vous ne la paierez que 40 F. Elle vous permettra d'assister à tous les spectacles, animations, séances de cinéma, expositions et débats. Pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés, l'entrée de la fête est gratuite.

CABARET

TOFFO, chanson française
Olivier FRAYSSE, rag ballade
Jacqueline STRAHN accompagnée par **Claude SAUTHIER** à l'accordéon, chansons montmartroises
Daniel DUROY, chansons et sketches
Philippe BAUGE, chansons
IGOR & ANDREI, accordéon
CINQ DOIGTS ET LE POUCE, jazz New Orleans
PIERRE MARIE chansons, accompagné par **Dier BRICNET** à la contrebasse, **Jean-Philippe WINTER** et **Jean POPULUS** interprètent **MONTEHUS** et **Gaston COUTÉ**
PHIL, chanteur
Philippe AIME, accordéon
LAHER, chanteur comorien
Claire AVRIL accompagnée par **Robert SUHAS**
«Chansons d'elles»

ANIMATION DANS LES ALLÉES

Samedi Les COSTARDS

Dimanche JOLIE MÔME

A LA GUINGUETTE

Jean-Claude GOMBAULT et son orchestre

Tous les stan

1 – La gargotte des tout-petits
2 – Le ballon de la fête
3 – Le javelot Ch'timi

ALLÉE DE L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

4 – Accueil Nord
5 – A nos pinceaux
6 – Accueil Lorraine
7 – En passant par la Lorraine
8 – Chorba-Thé-Gâteaux (Citroën)
9 – Le serpent à lumières
10 – Moules marinières et saumon à l'oseille
11 – Le caf'conc'
12 – Relactez-vous
13 – Marionnettes
14 – Les mots fléchés

PLACE DU PROLÉTARIAT

15 – Des masques et vous ?
16 – Blinis
17 – Dessinez en l'air
18 – L'électron rouge
19 – Accueil Alsace-Franche-Comté
20 – Café-Thé-Tisanes
21 – Accueil Bourgogne
22 – La mare aux canards
23 – L'enfer est pavé de bonnes citations
24 – Tangram
25 – La toupie hollandaise
26 – La fondue jurassienne
27 – Le rail de force
28 – Basket en folie
29 – Dites-le avec une brochette (Renault)
30 – Casse-croûte tunisien
31 – Barbe à papa (UAP)
32 – L'escargot
33 – Jus de fruits – Milkshakes
34 – Crêpes canadiennes (Compiègne)
35 – Le fraisier (CCP Paris Bourseul)

ALLÉE DU DRAPEAU ROUGE

36 – La flammekueche
37 – Le virage à prendre
38 – Le Palet
39 – Le labyrinthe
40 – Orienthé-vous
41 – Aux mollets d'acier
42 – Guillaume Tell
43 – Clap-clap
44 – Chorba
45 – Tyrannosaure
46 – Les maquereaux fumés au poivre
47 – Je pense donc j'essuie

PLACE KARL MARX

48 – Le globe-trotter
49 – Sardines grillées
50 – LO Renault
51 – Accueil Aquitaine
52 – Accueil Le Mans
53 – Les fous du foot

PLACE DE L'INTERNATIONALE

54 – Confits – Huîtres du Sud-ouest
55 – Cinéma Paradiso
56 – Vidéo Jazz
57 – LO Hôpitaux
58 – Le clou de la fête
59 – Le brin de fantaisie
60 – La soupe aux choux
61 – Le cube d'escalade
62 – Le mât de cocagne
63 – Le brie qui court
64 – Emaux
65 – LO Belin Evry

JAZZ CITY

66 – Livres et disques de jazz
67 – Exposition : histoire du jazz
68 – American food – Breakfast

69 – A la bonne crêpe
70 – Café turc – Döner kebab
71 – Jeux de quilles
72 – Activité sculpture, mosaïque
73 – Aquarelles – Masques – Les damnés de la terre

PLACE DE LA RÉVOLUTION SOCIALE

74 – Cartes postales (EDF-GDF Issy-les-Moulineaux)
75 – Sportez-vous bien (SNECMA Gennevilliers)
76 – Le café de la gare (SNCF)
77 – LO SNCF
78 – Echec et Marx
79 – Couscous (Cergy-Pontoise)
80 – Pétanque
81 – Jeu d'échecs géant
82 – Le mur d'escalade (Renault Lardy)
83 – Ta pâte est papier (Les Ulis)

GUINGUETTE

84 – A l'andouillette (Argenteuil, SNECMA Gennevilliers)
85 – Délices'caf (CAF Paris)
86 – Aéronautique (Melun-Villaroche, Évry-Corbeil)
87 – L'île de la Réunion
88 – Annoncez la couleur (RATP Fontenay-aux-Roses)
89 – Indoustand (RATP Paris)
90 – Accueil Champagne-Ardennes
91 – La coupe est pleine (Reims)
92 – Course-circuit (SNCF Châtillon)
93 – A l'anneau malin
94 – La barbouille
95 – Tir à la patate

ALLÉE DU COMMUNISME

96 – Pizza-Aïoli (Marseille)
97 – Accueil Grenoble, Marseille, Saint-Etienne
98 – Le Frondeur du Poitou
99 – La Dolina (Saint Denis, Alcatel-Cegelec)
100 – Choucroute
101 – Le billard électrique
102 – Tout bonbon
103 – Saumon fumé
104 – Exposition
105 – Harengs de la Baltique
106 – Payez-vous leur tête
107 – Spécialités tourangelles
108 – Le monde à la carte
109 – Tir larigot

ALLÉE DE LA LIBÉRATION DES FEMMES

110 – Pause café (Les Lilas, Crédit Lyonnais)
111 – La quille de six
112 – Accueil Tours, Angers, Cholet, Poitiers
113 – La puce rouge
114 – Jambon du Morvan
115 – Accueil Normandie
116 – Beignets aux pommes
117 – Crottin chaud
118 – Artisanat (Rouen)
119 – La pâte folle
120 – L'étincelle
121 – Fraternithé à la menthe
122 – Fléchettes
123 – Au p'tit grain de folie
124 – Tir à plomb
125 – Chamboul'tout
126 – Gaufres de Picardie (Amiens)
127 – Au palet breton
128 – Accueil Bretagne
129 – Accueil Centre
130 – Brochettes grecques
131 – Exposition Air-France
132 – Minéraux
133 – Teepee

PLACE OCTOBRE 1917

134 – Lutte Ouvrière : toute la collection
135 – Salades libanaises (UAP Tour Azur)
136 – Creil en lutte (Chausson Creil)
137 – Y'a de la soie
138 – Le Palais des glaces (Chèques postaux, Montparnasse)
139 – Harlem Globe Trotskyste

140 – Spécialités lyonnaises (PTT)
141 – Lâche-moi les baskets, je joue (Roussel Uclaf)
142 – Le petit carnaval
143 – Croisons-les
144 – Fromages d'Auvergne
145 – Accueil Clermont-Ferrand
146 – Tripoux d'Auvergne
147 – Artisanat lyonnais
148 – Accueil Lyon
149 – Brick à l'oeuf (PTT)
150 – Charlotte (PTT)
151 – Crêperie Rhône-Poulenc
152 – Bowling (PTT Tri Austerlitz)
153 – Billard club (PTT Tri)
154 – La boule maboule (PTT)
155 – Coquilles Saint-Jacques (Cherbourg)
156 – A la bonne gougère (Troyes)
157 – Tir à l'arc

ESPLANADE DE LA COMMUNE

158 – Paella Valenciana
159 – Sepia alegre

CABARET

160 – Churros y chocolate (Thomson TTE Velizy)
161 – Tapas froides (Carnaud Laon)
162 – Caramba que tortilla ! (Telecom Interarchives)
163 – Crêperie bretonne

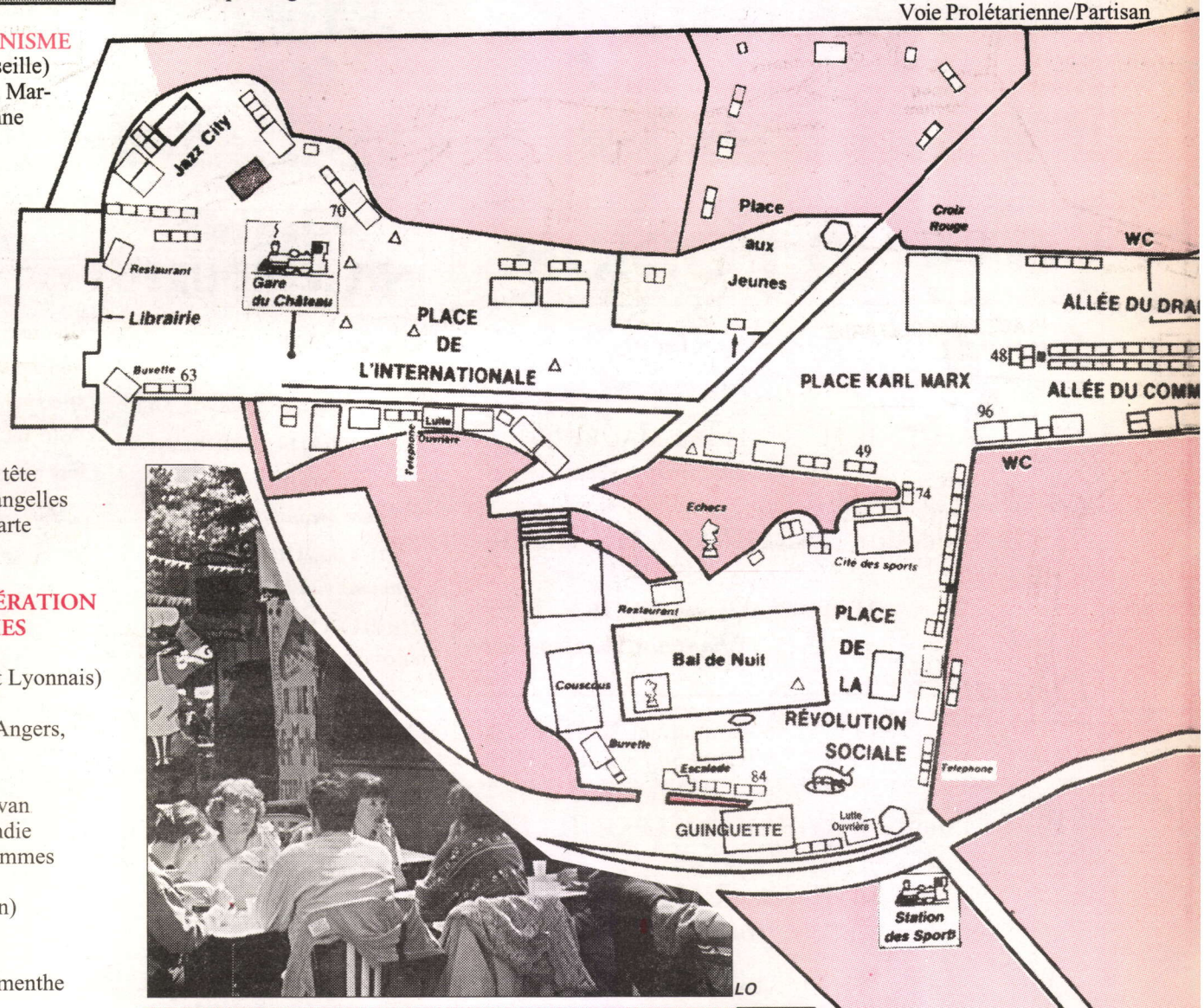
164 – Accueil Toulouse, Midi-Pyrénées
165 – Jeu de l'oie
166 – Ciné forum
167 – L'entracte

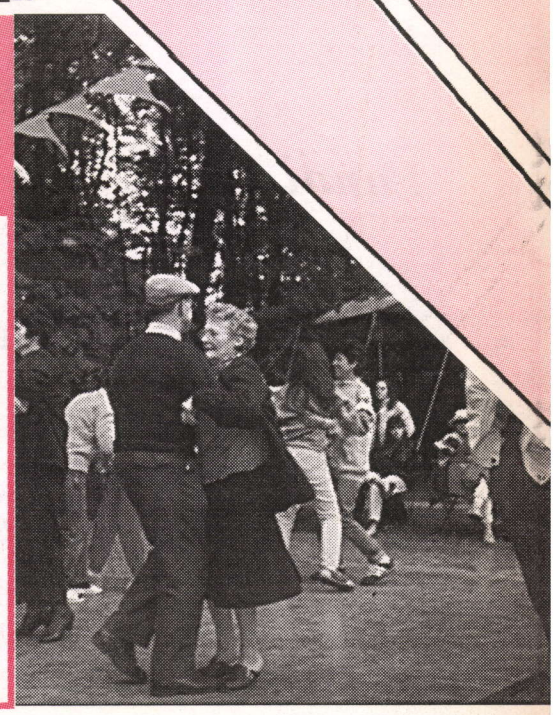
PLACE DE LA LIBERTE

169 – Old West Diner
171 – Restauration africaine (Maffe, Samoussa) – Afrique Palabre
173 – Tea break
174 – Menus des îles (Antilles)

GROUPES POLITIQUES INVITÉS

168 – SPARK (USA)
170 – UATCI
172 – WORKERS'FIGHT (G-B)
175 – COMBAT OUVRIER (Antilles)
176 – ORGANISATION DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES D'HAITI (UCI)
177 – LICR : Arbetarmakt (Suède) ; Arbeiterstandpunkt (Autriche) ; Gruppe Arbeitermacht (Allemagne) ; Irish Workers Group (Irlande) ; Poder Obrero (Bolivie) ; Poder Obrero (Pérou) ; Pouvoir Ouvrier (France) ; Workers Power (Grande-Bretagne) ; Workers Power (Nouvelle-Zélande).
178 – T L T. Workers International League, Grande-Bretagne ; Comrades for a Workers Government, Afrique du Sud ; CWG, Jamaïca ; Workers'Voice, Sri Lanka ; LTG, Canada ; TLT, Allemagne ; TLT, Belgique.
179 – LOTTA COMUNISTA (Italie)
180 – LIT (QI) : LST (France), GSI (France), ISL (Grande-Bretagne), PRT (Espagne), PSTU (Brésil) et « Horizons pour un parti révolutionnaire des travailleurs » (Turquie)
181 – OCML Voie Prolétarienne/Partisan





POUR NOUS RENCONTRER POUR DISCUTER AVEC NOS MILITANTS

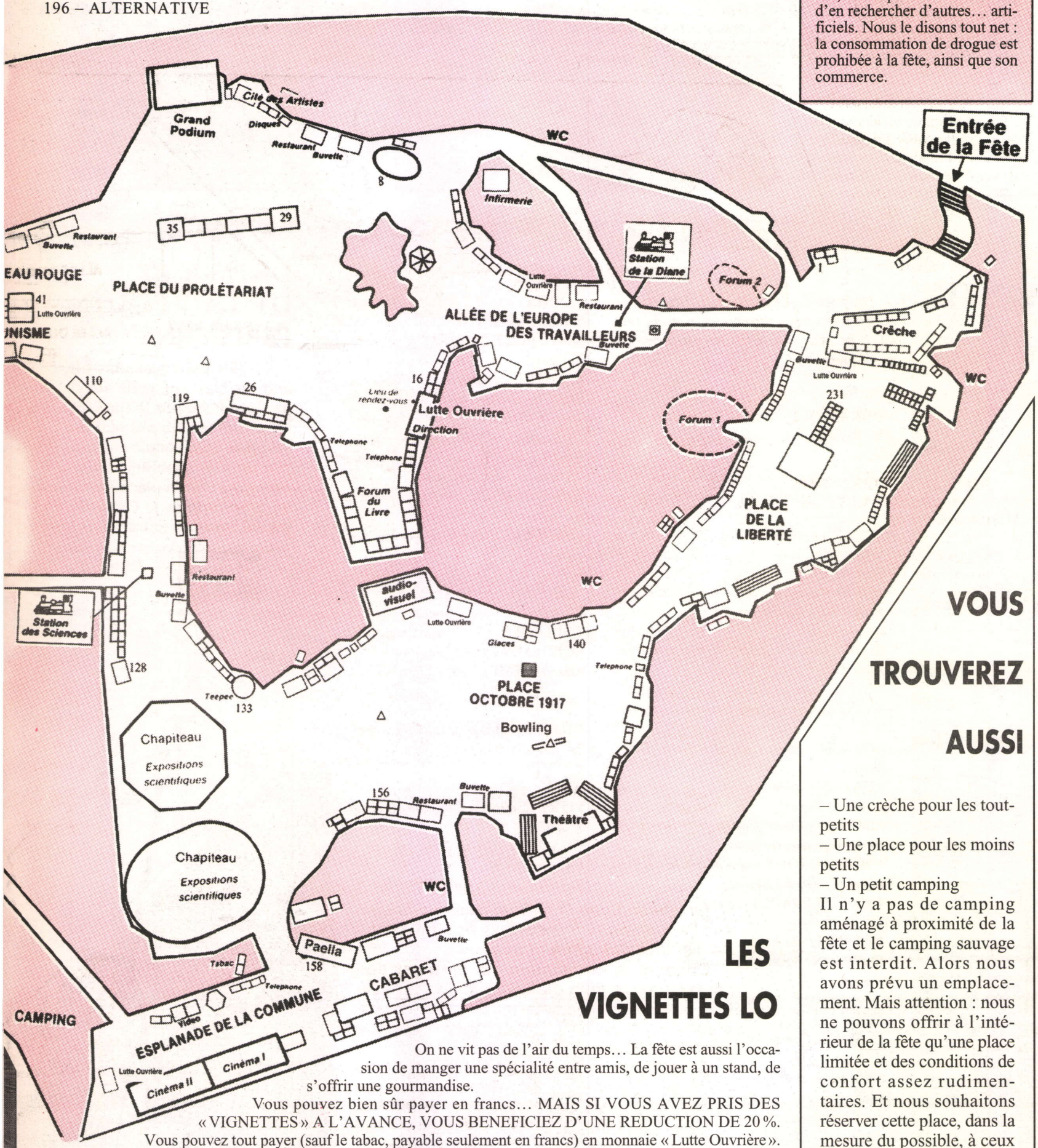
La fête de Lutte Ouvrière, c'est aussi bien sûr l'occasion de rencontrer nos militants, de discuter directement avec eux.

Chacun de nos stands est tenu par des camarades de telle ou telle ville, de telle ou telle entreprise bien déterminée ; elle est précisée dans la liste ci-contre, chaque fois que c'est possible.

Et puis, tous ceux qui cherchent à rencontrer nos camarades de telle ou telle région, de telle ou telle ville, et ne les auraient pas trouvés, peuvent s'adresser aux stands « Lutte Ouvrière » des différentes zones de la fête. Le contact sera établi !

nds de la fête

182 – Comité pour une Internationale Ouvrière (CWI)
183 – COMITE SOL PEROU
184 – CNT-AIT Bordeaux
185 – A.F.R.I.C.A.
187 – COMMUNIST WORKERS ORGANISATION (G.B.)
188 – BATTAGLIA COMUNISTA (Italie)
189 – SOCIALISME INTERNATIONAL, France ; SOCIALISME INTERNATIONAL, Belgique ; SOSYALIST ISCI, Turquie.
190 – SOCIALIST WORKERS PARTY (SWP) Grande-Bretagne ;
191 – L C R
192 – HERRI BATASUNA
194 – INTERNATIONAL TROTSKYIST COMMITTEE (Grande-Bretagne)
195 – REVOLUTIONARY HISTORY (G.B.)
196 – ALTERNATIVE LIBERTAIRE
197 – ASSOCIATION DES SYMPATHISANTS DE L'ORGANISATION DES GUERILLEROS FEDAIS DU PEUPLE D'IRAN (minorité), Allemagne
198 – INTERNATIONALES KOMITEE DER VIERTEN INTERNATIONALE (All.)
200 – COMMUNIST WORKERS GROUP (Canada)
201 – ACRI-LIAISONS REVOLUTIONNAIRES
202 – SOCIALISMO RIVOLUZIONARIO (Italie)
203 – SOZIALISTISCHE JUGEND DEUTSCHLANDS – DIE FALKEN (Allemagne)
204 – ALLIANCE FOR WORKERS'LIBERTY/ SOCIALIST ORGANISER
205 – LEAGUE FOR THE REVOLUTIONARY PARTY (USA)
206 – ASSOCIATION DEMOCRATIQUE DES TRAVAILLEURS DE TURQUIE
207 – RAS-LE-FRONT
208 – HILO ROJO (Espagne)
209 – PADS, Parti de l'Avant-Garde Démocratique Socialiste (Maroc)
212 – SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES IRANIENS
214 – MOUVEMENT COMMUNISTE POUR LA FORMATION DU PARTI COMMUNISTE MONDIAL (Belgique – France)
215 – CENTRE D'INFORMATION INTER-PEUPLES (Grenoble)
216 – A.C. !
217 – ALTERNATIVE SYNDICALISTE
218 – CNT-AIT Paris
219 – LES AMIS DE SPARTACUS
220 – ORGANISATION COMMUNISTE LIBERTAIRE
221 – FEDERATION ANARCHISTE
223 – INTERNATIONALE OUVRIERE pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, France – Workers Revolutionary Party, Grande-Bretagne
224 – IL PROGRAMMA COMUNISTA (PCI), Italie
225 – CERMTRI
226 – CENTRO STUDI PIETRO TRESSO (Italie)
227 – GRUPPE SPARTAKUS (International Bolshevik Tendency)
228 – REVOLUTIONÄRE-KOMMUNISTISCHE LIGA (Autriche)
229 – MAULWURF/REVOLUTIONÄRE SOZIALISTINNEN (Allemagne)
230 – VOCE OPERAIA (Italie)
231 – Femmes algériennes unies pour l'égalité des droits (FAUED c/MFAD)
232 – GAUCHE REVOLUTIONNAIRE – JCR – Comité pour une Internationale ouvrière
233 – IL COMUNISTA (P.C.I.)
234 – LE PROLETAIRE (P.C.I)
235 – CAHIERS INTERNATIONALISTES



LES VIGNETTES LO

On ne vit pas de l'air du temps… La fête est aussi l'occasion de manger une spécialité entre amis, de jouer à un stand, de s'offrir une gourmandise.

Vous pouvez bien sûr payer en francs… MAIS SI VOUS AVEZ PRIS DES « VIGNETTES » A L'AVANCE, VOUS BENEFICIEZ D'UNE REDUCTION DE 20 %.

Vous pouvez tout payer (sauf le tabac, payable seulement en francs) en monnaie « Lutte Ouvrière ».

Des menus à 30 F (que vous paierez en fait 24 F si vous avez des vignettes), comprenant une entrée, un plat, un fromage et un fruit, sont servis dans le restaurant près du château et dans celui près du chapiteau scientifique.

VOUS TROUVEREZ AUSSI

– Une crèche pour les tout-petits
– Une place pour les moins petits
– Un petit camping

Il n'y a pas de camping aménagé à proximité de la fête et le camping sauvage est interdit. Alors nous avons prévu un emplacement. Mais attention : nous ne pouvons offrir à l'intérieur de la fête qu'une place limitée et des conditions de confort assez rudimentaires. Et nous souhaitons réserver cette place, dans la mesure du possible, à ceux qui viennent de loin…

TRANSPORT EN COMMUN

Pour vous faciliter les déplacements, un petit train dessert les principales zones de la fête. Mais pour des raisons de sécurité, les enfants qui l'empruntent doivent être accompagnés.

NON A LA DROGUE

Notre fête est un petit paradis, alors point n'est besoin d'en rechercher d'autres… artificiels. Nous le disons tout net : la consommation de drogue est prohibée à la fête, ainsi que son commerce.

CHIENNE DE FÊTE !

Rien n'est prévu dans la fête pour les chiens, pas même un caniveau, et tout le monde doit quand même pouvoir s'asseoir sur les pelouses. Alors, propriétaires de chiens, merci de surveiller l'animal de près…

A LO OU A L'EAU ?

Même à la fête, si personne « ne roule sous la table », ce sera encore plus agréable pour tout le monde.

Ceux qui voudraient rentrer avec un tonneau sous le bras, ou même des quantités moindres, sont gentiment priés de s'abstenir.

Et puis, on trouve toujours de l'eau à la fête de LO ! Chaque buvette en fournit à volonté, ainsi que tous les robinets où, précisons-le, l'eau est potable.

SORTIE PROVISOIRE

Lorsque vous entrez dans la fête, le coupon du jour de votre carte est ramassé par nos camarades des entrées. Quand vous voulez sortir provisoirement de la fête, demandez-leur le tampon sur le poignet pour que vous puissiez rentrer de nouveau en le présentant.

Si nous faisons notre fête une fois par an, les habitants de Presles y vivent tous les jours et cela fait plusieurs années qu'ils acceptent de nous accueillir. Aussi, lorsque vous serez amenés à circuler aux alentours de la fête, respectez les propriétés, les clôtures, les interdictions de stationner. Aidez-nous à faire apprécier notre fête.

Des débats, des expositions, des films

Des débats seront animés par des romanciers, historiens...

Ceux dont nous pouvons déjà annoncer la participation à notre fête :

Gilbert BADIA
auteur d'ouvrages sur l'Allemagne et sur Rosa Luxemburg.

Des avocats et conseillers prud'homaux, qui animeront un débat sur le droit du travail.

Dimitri De KOCHKO
et d'autres membres de l'Observatoire géopolitique de la drogue

Abraham SERFATY
qui parlera du Maroc et du Maghreb.

Madeleine REBERIOUX
historienne, membre de la Ligue des Droits de l'Homme et auteur de Jaurès, la parole et l'acte.

Colette COSNIER
universitaire qui a consacré divers ouvrages à des figures de femmes, et en particulier à Louise Bodin, qui a contribué à la fondation du Parti Communiste, au début du siècle, en Ille-et-Vilaine.

Didier DAENINCKX
avec Jean-Claude IZZO *et quelques autres auteurs de romans policiers. Avec le metteur en scène* **Med HONDO**, *qui a adapté un roman de* **DAENINCKS** *à l'écran, Lumière noire.*

Henriette WALTER
linguiste, auteur de Le Français dans tous les sens et L'aventure des langues en Occident.

Gaston HAUSTRATE
romancier auteur d'une saga populaire, et en particulier de N'oublie pas, Nicolas, consacré à la Commune de Paris de 1871.

Maurice RAJSFUS
auteur entre autres d'ouvrages sur la police française sous Vichy.

Jean-Luc EINAUDI
auteur de témoignages et récits sur la guerre d'Algérie.

Elie KAGAN
photographe engagé, parlera de ses reportages pendant la guerre d'Algérie et en Mai 1968.

Des avocats et membres du Syndicat de la Magistrature, qui ont récemment dénoncé les rétentions policières illégales, donneront leur point de vue sur la situation des étrangers en France.

Dominique MERTENS SANTAMARIA
économiste, se propose d'apporter quelques lumières sur la Compagnie Générale des Eaux, par exemple.

DANS LES FORUMS

Notre fête est le plus important rassemblement de l'extrême gauche. Dans une ambiance détendue et fraternelle, des groupes politiques de France mais aussi venus de nombreux autres pays présentent leurs activités et leurs positions politiques respectives.

Sur des aires spécialement aménagées, ceux qui désirent présenter un sujet de leur choix peuvent le faire. Il suffit pour cela de s'inscrire au stand Direction.

Un dépliant spécial **Forums et débats** est à votre disposition à l'entrée de la fête et dans tous les stands Lutte Ouvrière.

Alors, si vous voulez connaître les idées des révolutionnaires, défendre votre point de vue, rendez-vous aux forums de la fête.

CINÉMA PERMANENT

Pendant les trois jours

Les films que vous pourrez voir :

– Lumière noire
(Med Hondo, scénario de Didier Daeninckx), *franco-malien : projection suivie d'un débat avec Med Hondo et Didier Daeninckx.*

– Le péril jeune
(Cédric Klapisch), *français.*

– Quatre mariages et un enterrement
(Mike Newell), *anglais (VF).*

– Priscilla folle du désert
(Stephan Eliott), *australien (VF).*

– Nell
(Mickael Apted), *américain (VF).*

– Lady Bird
(Ken Loach), *anglais (VO).*

– Les roseaux sauvages
(André Techiné), *français.*

– Riaba ma poule
(Andrei Konchalovski), *franco-russe (VO).*

– Les joints des mines sont plus étanches que les chambres à air de nos vélos
(Isabelle Quinaux), *français : projection suivie d'un débat avec la réalisatrice.*

– L'appât
(Bertrand Tavernier), français.

– Bab-El-Oued City
(Merzak Allouache), *franco-algérien (VF).*

– Regarde les hommes tomber
(Jacques Audiard), *français.*

– Le ballon d'or
(Cheik Doukouré).

– Le grand saut
(Les frères Coen), *américain (VF).*

– Rosa Luxemburg
(Margareth von Trotta), *allemand.*

– L'année Juliette
(Philippe Le Guay), *français. Sous réserve.*

POUR VENIR A LA FÊTE

DE PROVINCE

Nombre de départs collectifs, en car ou en train sont organisés, depuis des villes de province. Voici les rendez-vous de départ.

NORD

– DUNKERQUE : *samedi 3 juin à 7 h 45 place Bollaert, et dimanche 4 juin à 5 h 45 place Bollaert.*
– LILLE : *samedi 3 juin à 6 h et 9 h, dimanche 4 juin à 7 h, porte d'Arras (métro : porte d'Arras).*

CENTRE

– ORLEANS : *samedi 3 juin à 8 h, gare SNCF d'Orléans (N 20).*
– TOURS : *samedi 3 juin à 8 h, gare routière.*
– AMBOISE : *samedi 3 juin à 8 h 30, devant le Café des Sports.*
– BLOIS : *samedi 3 juin à 9 h, place de la République.*
– NEVERS : *samedi 3 juin à 7 h, gare routière.*
– MONTARGIS : *samedi 3 juin à 8 h30, gare SNCF.*
– BOURGES : *samedi 3 juin à 6 h, parking Centre nautique.*
– VIERZON : *samedi 3 juin à 6 h30, parking du stade Robert Barran.*
– LIMOGES : *samedi 3 juin à 4 h30, parking du Parc des Expositions (la Bastide).*
– CHATEAUROUX : *samedi 3 juin à 6 h15, Nationale 20 face à « L'Escale ».*
– CHATELLERAULT : *samedi 3 juin à 7 h, devant la Mairie.*
– POITIERS : *samedi 3 juin à 6 h30, aux Arènes.*
– CLERMONT-FERRAND : *samedi 3 juin à 7 h, gare routière.*

OUEST

– LE MANS : *samedi 3 juin à 8 h, place des Jacobins devant le Théâtre.*
– ANGERS : *samedi 3 juin à 8 h, place de la Rochefoucault.*
– NANTES : *samedi 3 juin à 7 h, parking de la Haluchère.*
– SAINT-NAZAIRE : *samedi 3 juin à 6 h, parking de la gare.*
– LORIENT : *samedi 3 juin à 5 h, Cité Allende.*
– VANNES : *samedi 3 juin à 5 h45, gare SNCF.*
– BREST : *samedi 3 juin à 4 h15, gare SNCF.*
– SAINT-BRIEUC : *samedi 3 juin à 6 h15, place de la Liberté.*
– RENNES : *samedi 3 juin à 7 h30, gare routière.*
– ROUEN : *samedi 3 juin à 9 h, gare routière.*

SUD-EST

– LYON : *samedi 3 juin à 5 h30, avenue Jean XXIII devant l'hôtel Altea, métro Grange-Blanche.*
– SAINT-ETIENNE : *vendredi 2 juin à minuit, place Chavanelle.*
– GRENOBLE : *vendredi 2 juin à 23 h 30, gare routière.*

SUD-OUEST : Le TGV rouge

TGV Spécial au départ le samedi 3 juin :
– TOULOUSE : *6 h 47 gare Matabiau.*
– BORDEAUX : *9 h 48 gare Saint-Jean.*
– ANGOULEME : *10 h 52 gare SNCF.*

EST

– CHARLEVILLE-MEZIERES : *samedi 3 juin à 7 h, gare SNCF.*
– RETHEL : *samedi 3 juin à 7 h30, place de-Lattre-de Tassigny (derrière la Mairie).*
– VITRY-LE-FRANCOIS : *samedi 3 juin à 7 h, gare SNCF.*
– CHALONS-SUR-MARNE : *samedi 3 juin à 7 h30, gare SNCF.*
– REIMS : *samedi 3 juin à 8 h, parking Clairmarais (derrière la gare).*
– NANCY : *samedi 3 juin à 7 h, porte Désiles.*
– METZ : *samedi 3 juin à 7 h30, place du Roi Georges.*

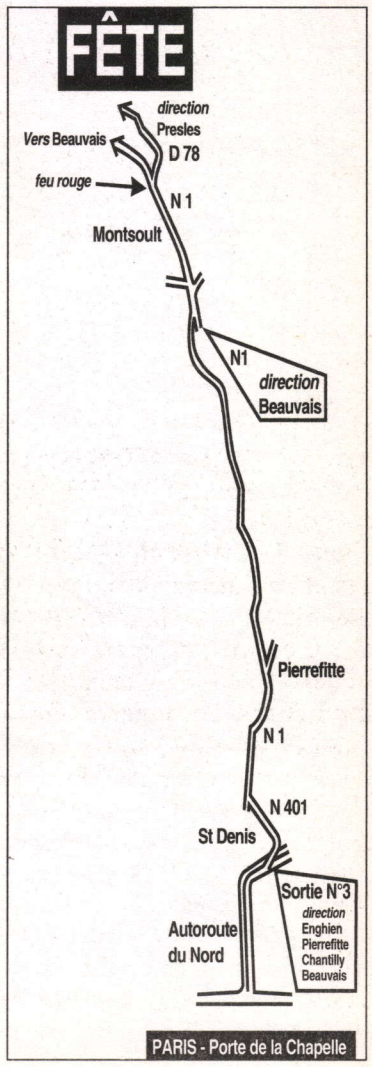
LE TRAIN SPÉCIAL DE L'EST

Départ samedi 3 juin :
– STRASBOURG, *5 h gare SNCF.*
– MULHOUSE, *5 h 50 gare SNCF.*
– BELFORT, *6 h 30 gare SNCF.*
– MONTBELIARD, *7 h 00 gare SNCF.*
– BESANÇON, *7 h 55 gare SNCF.*
– DOLE, *8 h 15 gare SNCF.*
– DIJON, *8 h 40 gare SNCF.*

Et sans doute, d'autres annonces dès que possible...

DE PARIS ET DE LA RÉGION PARISIENNE

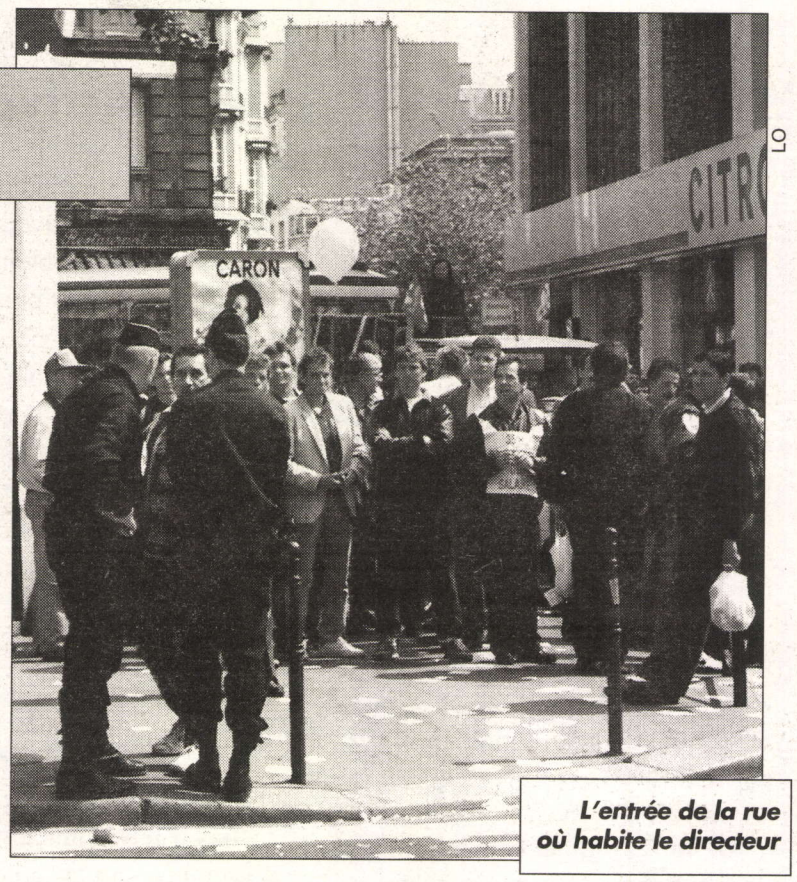
La fête est accessible en voiture, bien sûr, mais aussi par le train depuis la Gare du Nord (descendre à la station Presles). Plus simple encore, une navette gratuite d'autocars est mise en place à partir de la Porte de la Chapelle durant les trois jours.



SNECMA (Région parisienne)

La direction s'en prend à quatre militants

NON AUX SANCTIONS !



L'entrée de la rue où habite le directeur

Mardi 16 mai, quatre travailleurs de la SNECMA, militants syndicaux, un à Villaroche en Seine-et-Marne, et trois à Gennevilliers dans les Hauts-de-Seine recevaient une lettre de la direction les convoquant à un entretien préalable *« pour une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'au licenciement »*. Ceci *« à la suite des événements survenus au siège de la société le jeudi 11 mai »* – jour où deux mille travailleurs de la SNECMA et des filiales avaient envahi le siège à Paris, à la suite d'une manifestation contre le plan de suppression d'emplois annoncé par le PDG, un certain Dufour.

En apprenant la menace de sanction, à Villaroche, les travailleurs des deux principaux ateliers se sont immédiatement mobilisés. Manifestations et débrayages se sont succédé presque tous les jours sur le centre. Le jeudi 18 mai, plusieurs centaines de travailleurs envahissaient la réunion du CE, obligeant la direction locale à lever la séance. La directrice en a entendu des vertes et des pas mûres. L'après-midi, à la direction locale, les travailleurs interpellaient à nouveau la directrice et le chef du personnel.

A Gennevilliers, le vendredi 19, près de 500 grévistes se retrouvaient devant le bâtiment administratif pour protester contre les sanctions.

Le jour de la convocation, le 23 mai, les travailleurs débrayaient à nouveau. Mais la direction refusait que l'entretien soit public. Sans aucune vergogne, les responsables de la SNECMA qui reçurent ce jour-là nos camarades n'étaient pas ceux présents le jour de la manifestation au siège social. Cela ne les a pas empêchés de proférer les accusations les plus fantaisistes contre une prétendue « meneuse » qui aurait procédé à des « bris de volet en fer ». Elle ne pèse pourtant pas plus de 48 kg et n'a donc rien d'un hercule ! Autre accusation qui ne tient pas debout : « Violation de domicile »... de la part de travailleurs qui sont entrés dans l'entreprise qui les emploie...

A Villaroche, malgré le fait que beaucoup de travailleurs étaient en congés cette semaine du pont de l'Ascension, la quasi-totalité des ateliers ont accompagné leur camarade, convoqué à la direction, lui aussi le 23 mai. Là, celle-ci n'avait aucun argument pour justifier sa demande de sanction, sinon de rendre moralement responsable ce travailleur de ce qui s'était passé. Pour tout le monde, il s'agit d'un règlement de compte, sur un prétexte qui semble énorme à tous les travailleurs.

La direction devait donner sa réponse sur les sanctions la semaine suivante. Mais d'ores et déjà les choses sont claires. La direction prend en otages des militants représentatifs de la colère des travailleurs contre le plan Dufour et les 5 000 suppressions d'emplois qu'il prévoit sur le groupe et les filiales. Elle les menace mais, en réalité, c'est l'ensemble des travailleurs du groupe qu'elle veut intimider.

Cela, les travailleurs de la Snecma ne l'acceptent pas. A Gennevilliers, beaucoup d'entre eux attendent la décision de la direction et beaucoup ont bien l'intention de faire parler d'eux lors des festivités qui se tiendront au Carrousel du Louvre pour le cinquantenaire de la Snecma, grand rassemblement supposé réunir tout le gratin de l'aéronautique internationale. L'idée qui fait son chemin est de rendre visite à tout ce beau monde. *« S'il y a des licenciements, même si on n'est pas invités pour goûter les petits fours et sabler le champagne, on ne jouera pas les pique-assiette. On viendra avec nos œufs durs et nos tomates ! »*

Déjà, des travailleurs de l'Alsthom Saint-Ouen ont fait savoir qu'ils pourraient participer à cette initiative. Ils connaissent Dufour. Il a été leur PDG !

Correspondant LO

ACIERIES D'IMPHY (Nièvre)

EN GRÈVE POUR 700 F ET L'EMBAUCHE DES CAMARADES SOUS CONTRAT

Les Aciéries d'Imphy appartiennent au groupe Usinor-Sacilor. Elles emploient près de 2 000 personnes à une dizaine de kilomètres de Nevers. Mardi 16 mai, la grève a démarré dans l'atelier du Traitement Thermique. Elle s'est étendue la nuit et le lendemain pour toucher toute l'usine le jeudi 18.

La grève est partie des ateliers mais les bureaux ont suivi et une autre partie de l'usine, Mécagis, située en dehors de l'usine principale, s'est aussi mise en grève. Les revendications sont 700 F d'augmentation pour tous, l'embauche de tous les camarades sous contrat et intérimaires, le retrait du projet d'annualisation du temps de travail.

Pour les salaires, ce qui nous conforte dans notre revendication, ce sont les résultats du groupe Usinor-Sacilor : des résultats multipliés par cinq entre 1993 et 1994, une augmentation de 105 % de la production pour les trois premiers mois de l'année 1995 par rapport aux trois premiers mois de l'année 1994. Les caisses de la direction sont pleines, elle peut payer.

Depuis des années, des camarades sont partis en retraite et en pré-retraite. Et les embauches ont été loin de compenser les départs. Il est normal que les camarades sous contrat et intérimaires soient embauchés. Certains sont là depuis plusieurs années et l'augmentation des profits d'Usinor-Sacilor s'est largement faite sur leur dos !

La grève est totale, rien ne rentre, rien ne sort. La direction se plaint de perdre 11 millions de francs par jour mais ne veut rien savoir, pour l'instant, sur les revendications, ne parlant que des primes et de la participation. Mais les travailleurs veulent une vraie augmentation, pas des primes que la direction verse quand elle veut. Cette grève, cela fait longtemps que beaucoup d'entre nous y pensaient. Nous nous sommes mis en colère et c'est la seule solution pour obtenir satisfaction.

Correspondant LO

Manifestation de toutes les SNECMA le 11 mai 1995

Échos des entreprises

Faire sauter les verrous

Le tribunal des prud'hommes a condamné le direction de Cléon au sujet de la rupture avant terme d'un contrat CDD d'un jeune embauché du bât. E. En effet, les raisons avancées par elle pour avoir recours à des contrats CDD n'étaient pas justifiées. Dès le départ, c'est une embauche définitive qui aurait dû être faite.

Le cas de ce jeune camarade n'est pas un cas isolé! Cela fait des années que Renault use et abuse des contrats intérimaires ou CDD et les embauches se font toujours au compte-gouttes!

Si nous voulons voir les portes de l'embauche s'ouvrir en grand, il va falloir pousser tous ensemble pour faire sauter tous les verrous!

RNUR (Cléon)

Activation des cadeaux

La RATP, à travers l'une de ses associations, vient de signer une convention de coopération avec l'UNEDIC visant à reclasser 600 à 1 000 chômeurs dans les métiers du bâtiment sur des chantiers de construction de la Régie.

La Régie depuis plusieurs années a supprimé des emplois dans bon nombre de services pour faire appel, à la place, à des entreprises privées avec des salariés moins bien payés. Maintenant la RATP va recevoir de l'argent pour utiliser une main-d'œuvre à qui elle versera seulement la différence entre l'allocation-chômage et le salaire conventionnel.

Alors que chaque année il y a des suppressions de postes à la Régie, on nous présente ce dispositif comme une « activation de l'emploi! » Ce n'est qu'un nouveau cadeau aux employeurs.

RATP Dépôt (Fontenay-aux-Roses)

Exigeons des comptes

Des tracts syndicaux nous apprennent que la direction du CHR vient d'annoncer un excédent de 23 millions de francs, alors qu'elle nous a parlé de déficit tout au long de l'année.

Pas compliqué de savoir d'où vient cet excédent. Il a été fait sur le dos du personnel et des malades. Il a été fait au prix de fermetures de lits, de suppressions de personnel, de licenciements et d'économies en tous genres.

De plus, la direction nous raconte à peu près ce qu'elle veut. Nous, travailleurs de l'hôpital, n'avons aucun moyen de contrôler les comptes et ce qu'il advient réellement du budget de l'hôpital.

Et que la direction réussisse à faire des économies sur le budget de l'hôpital, c'est inadmissible.

Hôpital Pellegrin (Bordeaux)

Maîtrise inconsciente, direction irresponsable

Le feu a pris à l'atelier 32, la semaine dernière, et la fumée a envahi la Fabrication.

Il s'agissait d'une cuve, pas complètement débarrassée du cyanure qu'elle avait contenu.

On parle de mauvaise ventilation, de mauvais entretien et c'est un fait connu depuis longtemps car la direction a déjà été mise au courant. Et voilà que ça recommence. Cette fois, le CHSCT a fait fermer l'atelier après intervention de l'inspection du travail.

Mais le pire aurait pu arriver à cause d'une certaine maîtrise complètement inconsciente et d'une direction totalement irresponsable.

Hispano-Suiza (Bois-Colombes)

Deux compagnies un même refus des sacrifices

Le PDG d'Air Inter, Bernard, a sauté suite au refus répété de son plan par le personnel.

Blanc se retrouve donc seul aux commandes. Quelle politique va-t-il mener à Air Inter? Sans doute la même qu'à Air France car personne n'a à être dupe de ses déclarations doucereuses de ces jours-ci.

Pour nous, à Air France ou à Air Inter, les têtes ont beau voler (Attali, Bernard et, demain, Blanc?), une seule chose ne change pas : on ne veut pas des suppressions d'emplois et du gel des salaires. Et puisqu'on a le même patron, on ne sera que plus fort tous ensemble pour le faire plier!

Air France (Orly Nord)

Complètement malade

La direction n'aime pas qu'on s'arrête en maladie. Elle n'attend même plus de recevoir l'arrêt de travail, elle fait envoyer des « médecins flics ». Souvent des salariés en arrêt reçoivent des appels téléphoniques dans la même journée par le chef, le contremaître et l'agent de secteur.

Dernièrement un ouvrier a reçu une lettre recommandée de mise en garde pour absence injustifiée et le même jour un « médecin flic ».

Tout cet argent de Citroën, dépensé pour rien, pourrait payer notre médecin et nos médicaments. Ça ferait du bien à la sécu.

Citroën (Asnières)

Réagissons tous ensemble

La direction régionale a décidé des déplacements de service. Pour fin juin, ce serait le Centre comptable; début septembre, le CRTV; début 1996, l'Équipement.

Non seulement pour chacun de nous ça change notre cadre de vie, pour beaucoup cela complique, rallonge les trajets, ou va même occasionner des frais supplémentaires.

Lorsque nous revendiquons une compensation, la direction traite séparément chaque service et en plus, c'est individuellement qu'elle voudrait régler les problèmes.

Mais nous savons bien que c'est un piège et qu'il faut que nous réagissions collectivement, si nous ne voulons pas faire les frais de sa politique géographique. Surtout qu'à chaque fois la direction supprime des postes.

SNCF (Rouen)

Rhône-Poulenc (Vitry)

LA DIRECTION JOUE À USHUAÏA AU PÉRIL DES TRAVAILLEURS

Mardi 23 mai, dans un atelier de l'usine Rhône-Poulenc de Vitry, un agent de maîtrise a été gravement brûlé et trois autres travailleurs plus légèrement atteints.

La direction du service et l'ingénieur de sécurité avaient entrepris de faire vider, dans des conditions extrêmement dangereuses, un séchoir tombé en panne : les quelque deux tonnes de produit aggloméré que contenait l'appareil étaient encore imprégnées d'un solvant hautement inflammable.

Plusieurs délégués du personnel sont intervenus pour essayer d'empêcher ce qui apparaissait comme une absurdité du point de vue de la sécurité. Rien n'y a fait.

Les responsables ont quand même maintenu cette opération, en envoyant un agent de maîtrise à l'intérieur de la cuve en dépit de toute sécurité, sans neutralisation à l'azote, avec des outils inadaptés.

Et ils étaient si pressés de redémarrer la production, qu'en même temps, dans le même atelier, ils faisaient couler dans des cuves des tonnes de solvant.

Comme on pouvait le craindre l'accident a eu lieu. Par chance, il n'a pas eu les conséquences catastrophiques que beaucoup redoutaient. Mais un travailleur est à l'hôpital, et aurait très bien pu y rester si, grâce à un concours d'heureuses circonstances, il n'était parvenu à s'extraire, en flammes, de la cuve.

Mercredi 24 mai, les syndicats de l'usine appelaient à un débrayage pour protester contre des conditions de travail rendues de plus en plus dangereuses pour tout le monde par une direction qui n'a qu'une obsession : produire, quel qu'en soit le prix pour les travailleurs.

Correspondant LO

Extraits des bulletins *Lutte Ouvrière* d'entreprises

Alcatel - Ormes (Loiret)

UNE JOURNÉE QUI REMONTE LE MORAL

Les syndicats d'Alcatel-CIT appelaient le 18 mai à une journée de grève et de blocage dans les dix établissements du pays pour s'opposer aux 1 200 suppressions d'emplois annoncées dans le groupe. Ces suppressions d'emplois ont fait déborder le vase. Elles viennent après de nombreuses autres qui ont déjà réduit les effectifs des deux tiers puisque le groupe est passé de 23 000 en 1978 à 9 000 aujourd'hui.

A Ormes, les menaces sont bien réelles, puisque la direction est en train d'abandonner la fabrication de cartes électroniques comme celle du matériel immergé (répéteurs pour câbles sous-marins).

A 5 h, l'équipe du matin bloquait l'entrée, montait une tente pour se protéger de la pluie battante et mettait le café à chauffer.

Sous l'œil du chef du personnel accompagné d'un huissier, des barrières furent disposées sur la route d'accès, interdisant l'entrée de tout véhicule. Vers 8 h, une équipe de travailleuses dynamiques se posta derrière ces barrières qu'elles appelaient la « barricade », invitant les camionneurs à soutenir la grève en klaxonnant. Les slogans contre les licenciements fusaient, dénonçant l'entreprise qui licencie alors qu'elle réalise d'importants bénéfices, et s'en prenant à Suard, le PDG qui touche toujours son salaire alors que la justice lui a interdit d'exercer.

Sur 700 personnes que compte l'usine, il ne s'en trouva que 60, cadres pour la plupart, pour ne pas pouvoir se passer de leur bureau ce jour-là. Ils durent faire le chemin à pied à travers des rangs de grévistes qui tentaient de les faire changer d'avis.

L'assemblée générale regroupa 250 grévistes, ce qui fut ressenti comme un succès en raison de la pluie qui ne désarmait pas. D'ailleurs de nombreux travailleurs qui avaient dit en arrivant qu'ils ne venaient que pour une heure ou deux, se retrouvèrent tout surpris d'être encore là à midi et se joignirent au pique-nique. Pour beaucoup c'était leur première grève et ils étaient étonnés de trouver une ambiance si fraternelle et si détendue.

Cette journée a montré à la direction générale que les travailleurs ne sont pas prêts à la croire quand elle dit que les suppressions d'emplois sont vitales pour la survie d'Alcatel. Mais elle a été surtout pour beaucoup la découverte qu'on pouvait agir ensemble. Et c'est cela qui aura marqué les travailleuses et les travailleurs qui ont participé à ce mouvement, parce que cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu cela à Ormes.

Le camp de ceux qui sont partisans de résister aux attaques de la direction en sort renforcé. Une force qui comptera si la direction poursuit ses menaces, d'autant qu'aujourd'hui beaucoup disent : « *Quand est-ce qu'on remet ça ?* »

Correspondant LO

CIT Alcatel – Querqueville (Région de Cherbourg)

NON À LA FERMETURE

L'entreprise Alcatel-CIT à Querqueville, près de Cherbourg est menacée de fermeture. Elle emploie encore 230 salariés dans une usine qui en comptait 2 000 au début des années 1980.

Il y a quelques mois, la direction du groupe a annoncé un plan de 800 suppressions d'emplois, dont 542 licenciements. Deux sites sont menacés de fermeture dont l'établissement de Querqueville.

Tout le monde dans la région se souvient des plans successifs qui ont peu à peu vidé l'entreprise, de la condition de ceux qui ont accepté de partir, quelquefois avec des primes qui paraissaient attirantes, mais qui se retrouvent quelques années plus tard, en situation de pointer à l'ANPE pour beaucoup. Et aujourd'hui au vu de la situation de l'emploi dans la région, tout le monde est persuadé que ce sont 230 chômeurs supplémentaires qui risquent d'être créés.

Cette situation apparaît d'autant plus insupportable que le PDG de la CIT, Guichet, a dormi derrière les barreaux, pour cause de malversations à l'encontre de France-Télécom, que Suard, le PDG du groupe Alcatel-Alsthom, est sous le chef de plusieurs inculpations, et démis de ses fonctions à la tête du groupe. Et que les bénéfices annoncés pour 1994 suffiraient à payer ces 542 camarades pendant plus de 30 ans !

Il y a déjà eu plusieurs manifestations, grèves, organisées par les salariés de la CIT. Jeudi 18 mai, lors de la journée nationale d'action organisée dans tout le groupe, les portes de l'usine ont été bloquées. Un huissier est venu constater le blocage des portes dans la matinée, envoyé par des entreprises s'étant implantées sur le site de la CIT, dont les salariés étaient empêchés d'entrer travailler.

On dit souvent que la justice est lente, mais cela ne fut pas le cas jeudi 18 mai, car à 14 h 30, neuf grévistes de la CIT étaient convoqués en référé devant le tribunal de Cherbourg, accusés par six entreprises implantées sur le site d'atteinte à la liberté du travail. Mais ce jour-là, ce ne fut pas une séance ordinaire au Palais de Justice. La salle était comble, au moins 200 personnes, venues d'autres entreprises soutenir leurs camarades accusés. L'ambiance était chaude : l'avocat des sociétés s'est fait accueillir aux cris de « *Vendu, pourri,* » etc, et la bobine du juge arrivant dans ce brouhaha était comique. Celui-ci s'est senti tenu d'expliquer en préalable qu'il compatissait fortement aux problèmes des salariés, que la fermeture programmée de l'entreprise était une catastrophe dans la conjoncture.

Les inculpés de la CIT se sont défendus eux-mêmes en déclarant, sous les applaudissements, que c'était Alcatel qui devrait être à leur place, sur le banc des accusés, car c'était elle qui organisait le chômage et les licenciements. Ils ont déclaré qu'ils n'en avaient certainement pas contre les salariés des autres entreprises, en faisant remarquer au passage que ces petites sociétés avaient été souvent créées par d'anciens cadres d'Alcatel, touchant de grasses subventions pour embaucher, à bas prix, d'anciens salariés d'Alcatel...

Le lendemain, vendredi 19 mai, le verdict tombait : les sociétés étaient déboutées ! Ce qui a été ressenti par tous comme un effet de la solidarité qui s'était exprimée la veille. Le juge ayant lui-même déclaré en substance qu'il ne tenait pas à mettre de l'huile sur le feu.

Et mardi 23 mai, un autre tribunal, saisi en référé cette fois par les élus du CCE, rendait un verdict suspendant la procédure de licenciements collectifs, prononçant l'annulation de la réunion du CCE du 11 mai où avait été présenté le plan, et condamnant Alcatel-CIT à payer 10 000 F pour les frais d'avocats.

Les travailleurs considèrent cela comme une première victoire de leur mobilisation. Pour l'instant, les licenciements sont donc suspendus, mais rien ne dit que la direction ne revienne pas à la charge. Et les travailleurs de la CIT, bien déterminés à ne pas se laisser jeter à la rue comme des malpropres, auront encore besoin du soutien actif des autres salariés de la région. Car ce ne sont certainement pas les élus, à qui les syndicats ont tendance à s'adresser en permanence, qui régleront quoi que ce soit, malgré leurs belles paroles on ne peut plus hypocrites. Les seuls alliés sur lesquels les salariés de la CIT peuvent compter, ce sont les travailleurs des autres entreprises, confrontés aux mêmes problèmes d'emplois et de salaires.

Correspondant LO

RHÔNE-POULENC Pont-de-Claix (Isère)

LA DIRECTION S'ENTÊTE, LES TRAVAILLEURS AUSSI

Le syndicat CGT de Rhône-Poulenc Pont-de-Claix, majoritaire sur l'usine avait lancé une consultation des 650 travailleurs postés, sur les 1800 salariés que compte le site. Une majorité avait répondu par voie de formulaires qu'ils étaient favorables à faire des débrayages de deux heures par équipe par semaine, pour les revendications proposées : la retraite à 55 ans et l'organisation du travail en 5 équipes alternées avec diminution du temps de travail de 37 h 30 à 33 h 36 par semaine, sans diminution de salaire.

Le 20 avril, la CGT appelait à un premier débrayage qui fut majoritairement suivi. Depuis, quatre débrayages se sont succédé, toujours aussi bien suivis. Depuis le début du mouvement, il n'y a pas eu d'assemblée de grévistes convoquée. Pour l'instant cela convient au personnel concerné. En revanche, le fait nouveau est que le personnel de deux ateliers met à profit ces mouvements, en doublant les débrayages proposés sur la base de revendications de salaire : 1 000 francs pour tous aux Soudes et 500 francs pour tous à Atena.

Dans ce dernier secteur, cela fait trois mois que la trentaine de travailleurs débrayaient régulièrement deux heures : maintenant ils font quatre heures par semaine. Aux Soudes, cela fait deux semaines de suite que, là aussi, la trentaine d'ouvriers poursuivent le mouvement par un débrayage supplémentaire par semaine.

Si dans le premier atelier, cela a pour conséquence de faire perdre de la production sur un produit très demandé, dans le second c'est l'activité d'une bonne partie de l'usine qui se trouve ralentie, et qui pourrait même rapidement s'arrêter du fait de l'interdépendance des productions. L'impact de ces débrayages, de deux heures par équipes successives, est en effet décuplé par le fait que l'atelier ne peut être redémarré entre temps. Chaque série de débrayages entraîne donc l'arrêt total de la production pendant quarante-huit heures, et en renouvelant cela deux fois par semaine, l'atelier ne produit plus que trois jours sur sept. La direction, qui campe pour l'instant sur un refus de satisfaire les revendications, a tenté de faire redémarrer un secteur de l'atelier. Elle a alors pu se rendre compte de la détermination des travailleurs concernés, puisque ceux-ci ont alors débrayé cinq heures, renvoyant le chef de service dans son bureau.

Il y avait longtemps qu'un tel mécontentement ne s'était exprimé dans l'usine, et même si, pour l'instant, on ne peut encore parler d'une grève qui concernerait tous les travailleurs du site, la direction peut commencer à s'inquiéter.

Correspondant LO

RENAULT-LE MANS

LES DÉBRAYAGES SONT SUSPENDUS

AFP

MAIS LES REVENDICATIONS RESTENT

A l'usine Renault du Mans, le mouvement de débrayages répétitifs, organisé par les syndicats pour l'augmentation des salaires depuis plus de neuf semaines, a été suspendu vendredi 19 mai.

Depuis deux semaines, le nombre de travailleurs participant aux débrayages s'effritait. Même si ceux-ci regroupaient encore près d'un millier de travailleurs par journée, cela devenait de plus en plus difficile. Deux mois de conflit, c'est long. Alors, lassitude, isolement de l'usine du Mans par rapport aux autres usines du groupe, refus catégorique de la direction de rediscuter des salaires, tout cela faisait que beaucoup ne voyaient plus très bien où l'on allait.

La direction de son côté continuait ses attaques pour briser le mouvement. Jeudi 11 mai, elle annonçait lors d'une conférence de presse que la direction générale « *punissait Le Mans* » : révision des investissements futurs, affectation de fabrications au profit de l'usine FASA en Espagne et maintien des délestages actuels des fabrications chez les sous-traitants. Tout cela, prétendument à cause des grèves qui n'en finissaient pas, du « *manque de fiabilité sociale de l'usine du Mans* ».

En fait, ces décisions étaient prises depuis longtemps – notamment les affectations de fabrications en Espagne, du fait de la dévaluation de la peseta – mais la direction tente de nous en faire porter le chapeau. Bref, c'était une manœuvre de plus pour tenter de faire peur et de dresser les non-grévistes contre les grévistes.

Cette annonce n'a pas eu beaucoup d'effets ; après neuf semaines, ce n'était pas cela qui allait nous intimider. Après un nouveau casse-croûte sous la pluie devant l'usine le mardi 16 mai, un nouveau débrayage avait lieu le 18 avec manifestation en ville. Pour beaucoup, il s'agissait de dire encore une fois son fait au patron avant d'arrêter le mouvement.

Les débrayages sont donc suspendus, mais pour tous ceux qui y ont participé, rien n'est réglé : la revendication des 1 500 F demeure, car la direction n'a rien lâché. De plus, pour tous les grévistes, il n'est pas question que les syndicats signent quoi que ce soit avec la direction comme protocole de fin de conflit.

Alors pour sa « fiabilité sociale », la direction devra repasser….

Correspondant LO

CRAM Rouen

C'EST LA GRÈVE

Après deux mois de débrayages et de grève pour les 1500 F, l'embauche et la satisfaction des revendications, le conflit à la Caisse Régionale d'Assurance Maladie de Rouen s'est durci.

Ainsi, à partir du 17 mai, plusieurs services se mettaient en grève reconductible de 24 h, ce qui regroupait 70 personnes. Le jeudi 18 mai, une demi-journée de grève regroupait 250 grévistes, dont 200 allaient manifester avec chansons, slogans et banderoles dans les rues du centre-ville, pour terminer à la Préfecture où une délégation fut reçue poliment mais sans plus…

L'attitude de la direction, qui renvoie toujours à plus tard ses réponses, a beaucoup énervé. Aussi à l'assemblée générale du 19, la question de la grève de 24 h était à l'ordre du jour et elle fut votée par 230 voix contre 30. Encore faut-il préciser que ces trente personnes – tout en étant pour des débrayages – se sont ralliées à la grève.

Lundi 22 mai, le nombre total des grévistes dépassait les 300, et 250 étaient présents à la Caisse. A l'assemblée générale, nous décidions de monter à la direction. Le directeur était une nouvelle fois absent. Trois de ses « collègues » se sont retrouvés bloqués pendant 1 h 30, en attendant qu'ils appellent leur « patron ». Lequel, finalement, est arrivé vers 15 h, salué par « *Olé-lé-ola-la, oui Mr Leloup, on est toujours là* ». Et malgré son refus de recevoir les grévistes, il y a été contraint !

Sa morgue et son mépris n'ont fait que monter la colère et il a dû entendre : « *On tiendra le temps qu'il faudra, avec nos salaires de misère on n'a rien à perdre* », « *Démission* » etc.

En même temps bien sûr, chacun préparait banderoles et autocollants pour monter à la manifestation d'ensemble du personnel de la Sécurité sociale, le 23 mai à Paris.

Correspondant LO

Sois-jeune et tais-toi

En trois ans, de 1991 à 1994, le salaire moyen des jeunes de 15 à 29 ans a baissé de 6,3 %. C'est une enquête du ministère du Travail qui le dit. Dans le même temps, le recours au temps partiel a augmenté de 15,5 % à 23,1 %.

Et le chômage des jeunes est passé de 19,6 % à 28,5 %. Les patrons s'en portent bien, ils ont de la main-d'œuvre fraîche et à bas prix.

Il n'y a pas de place et pas d'avenir pour la jeunesse dans cette société où c'est le profit qui commande… Sauf à lutter avec l'ensemble de la classe ouvrière, les jeunes et les moins jeunes.

Les patrons et le temps de travail

Le CNPF, l'organisation du patronat, a soumis aux syndicats, lors de la dernière rencontre, un projet de prétendue réduction du temps de travail. Il propose d'accorder aux entreprises la possibilité de moduler les horaires autour de 39 h avec un plafond de 44 h, dans la limite d'un « volume annuel de 50 h n'ouvrant droit ni au repos compensateur, ni à une majoration de salaires », mais compensé par « un nombre égal d'heures non travaillées dans l'année. »

En somme, avec des travailleurs plus « flexibles », les patrons n'auraient même plus de majoration pour heures supplémentaires à payer. Avec ça le chômage ne va pas reculer de sitôt…

(Pas) drôle de solidarité…

Une étude du ministère du Travail vient de le confirmer : l'allongement des durées de cotisations pour pouvoir toucher une retraite à taux plein pénalise d'abord les travailleurs en préretraite ou au chômage à la fin de leur vie professionnelle.

A leur départ en retraite, 29 % des hommes (17 % des femmes) sont au chômage, et 27 % (50 % des femmes) en préretraite ou en invalidité.

Chirac vient de créer un ministère de la Solidarité entre les générations : veut-il faire payer les jeunes sans boulot pour les vieux travailleurs au chômage ?

A moins que ce ne soit l'inverse…

DEUX ROMANS DE RAPHAËL CONFIANT

COMMANDEUR DU SUCRE

1936, dans une plantation de canne de la Martinique : le « commandeur du sucre », c'est un contremaître de la plantation de Bel Event. La récolte de la canne s'annonce exceptionnellement bonne, mais le contremaître s'est peut-être un peu avancé en annonçant au début de la récolte des résultats supérieurs à la norme.

Ce Firmin Léandor, même s'il ne cesse de répéter « *Canne c'est maudition* », est un contremaître bon teint. Il partage la même oppression que les ouvriers coupeurs de canne, mais aime le travail de la terre et la canne pardessus tout. Un de ses copains est communiste, réclame la distribution des terres aux ouvriers, et Firmin Léandor pense que ce serait une bonne chose parce que cela tirerait les ouvriers de la misère et aussi parce que ce serait source de richesse pour la Martinique. Mais parce qu'il est contremaître, qu'il aime le travail bien fait, déteste les ouvriers « *fainéanteurs* » et qu'il ne déteste pas à l'occasion de profiter de ses pouvoirs de chef pour culbuter les « *amarreuses* » (les ouvrières qui attachent les cannes coupées), il n'est pas aimé de ses subordonnés. Et il est franchement méprisé par ses supérieurs blancs ou mulâtres ainsi que par les autres propriétaires békés de l'île.

La grève commence alors. Certaines habitations de Békés particulièrement haïs ont flambé. La récolte est mal partie et l'atmosphère est tendue à Bel Event. Les grévistes des autres plantations arrivent et essaient d'entraîner les coupeurs de canne dans la grève. Mais le patron, qui a plus d'un tour dans son sac, sait se faire paternaliste, réussit à écarter la menace en retournant les ouvriers un à un. Au grand soulagement de Firmin, qui finalement préfère la collaboration de classe et que son petit monde et sa petite place au soleil ne soient pas bouleversés par la grève.

Plus que l'histoire de la grève, qu'on n'entraperçoit qu'en filigrane du récit, ce roman est un portrait : celui de Firmin, Noir partagé entre le désir d'accompagner les siens dans une lutte qui lui paraît juste, mais chez qui le désir de reconnaissance sociale et l'aspiration à devenir un petit notable restent les plus forts.

C'est aussi un témoignage sur la vie quotidienne des travailleurs martiniquais dans les années Trente, leurs aspirations et leurs souffrances.

Commandeur du sucre.
Edition Ecriture, 120 F.

LE GOUVERNEUR DES DÉS

Personnage aujourd'hui disparu de la Martinique rurale, le « gouverneur des dés » Rosalien de Saint-Victor est un petit caïd local des années Cinquante qui a su se faire reconnaître par la puissance de ses biceps en assommant le chef vieillissant qui le précédait, et qui échappe à l'esclavage du travail de la terre.

En effet, Rosalien a de la chance au jeu de dés, ce qui lui permet de gagner plus grassement sa vie que ceux qui s'échinent dans les plantations. Sa passion, ce sont les combats de coqs et bien sûr les paris. Tout cela lui permet de faire figure de riche et surtout d'oisif. A ce titre, outre sa femme, il entretient trois concubines dans différents endroits de l'île et une kyrielle d'enfants.

Mais voilà que son fils légitime, brillant à l'école et en qui il place tous ses espoirs, s'amourache d'une autre lycéenne qui pourrait être sa demi-sœur. C'est le drame, un drame incompréhensible pour Rosalien qui ne voit pas que son monde change.

Témoignage sur le passé récent de la société martiniquaise, ce roman n'est pas sans intérêt. Mais la nostalgie que semble éprouver l'auteur pour ce passé et ses « fiers-à-bras », en fait des petits truands qui aspirent à une notabilité bien bourgeoise, nous touchent moins.

Il est vrai qu'il y a la langue savoureuse de Raphaël Confiant, français coloré d'expressions créoles, qui fait que ce roman se lit avec plaisir.

Le gouverneur des dés Edition Stock, collection Cabinet Cosmopolite, 120 F.

Cécile BERNIER

Espagne

Les élections municipales et régionales

BANC D'ESSAI POUR LES POLITICIENS

Le 28 mai vont avoir lieu en Espagne les élections municipales et celles concernant certains gouvernements autonomes de régions. Ces derniers ont en Espagne des attributions plus ou moins étendues selon les cas. C'est au Pays Basque que les pouvoirs du gouvernement autonome et de son président sont les plus importants puisqu'il a sa propre police et qu'il recouvre directement les impôts. Le gouvernement de Catalogne, pour sa part, possède sa propre police mais il doit néanmoins négocier son financement avec l'Etat. Quant aux autres régions, elles ont un degré d'autonomie variable sur le plan économique et politique en fonction de leur évolution historique et, bien entendu, du poids des courants nationalistes ; chacune devant négocier avec le gouvernement central le montant des ressources financières dont elle peut disposer.

Dans leur campagne électorale les politiciens essaient bien sûr de faire croire qu'ils ont des solutions pour les grands problèmes qui se posent à la population (le chômage, le logement, les bas salaires, le travail précaire). Mais tous ceux qui, dans la classe politique, font carrière dans l'orbite des municipalités et des gouvernements régionaux, tout comme les politiciens qui agissent au niveau de l'ensemble de l'Etat espagnol, rivalisent à qui défendra le mieux les intérêts de la classe capitaliste avide de profits.

En 1992 par exemple, il y a eu une hausse généralisée des prix des logements liée à la spéculation des entreprises de construction et des propriétaires. Partout les grandes entreprises et les banques imposent aux municipalités et aux gouvernements régionaux leur politique. A Malaga, les banques ont imposé à la Mairie un plan de refinancement de la dette qui a déterminé et détermine encore toute la politique municipale, depuis le recouvrement des impôts et la fixation des investissements jusqu'aux salaires des travailleurs municipaux de 1995 à 1999. A Séville, 27 % des ressources de la Mairie servent à rembourser les banques et ce ne sont là que des exemples.

Mais les problèmes locaux ou régionaux ne sont qu'un des enjeux de ces élections. Celles-ci se déroulent dans un climat marqué par le discrédit politique du gouvernement et la généralisation de plus en plus apparente de la corruption. C'est ainsi que différents scandales ont éclaté qui compromettent les milieux gouvernementaux ; sans oublier l'affaire des GAL (groupes organisés par la police contre l'ETA). Par ailleurs, la situation économique et sociale continue de se dégrader : le taux de chômage atteint 24 % à l'échelle nationale, et 34 % dans une région comme l'Andalousie ; les licenciements et les fermetures d'entreprises se multiplient en même temps que diminue le pouvoir d'achat des salaires. La pauvreté s'accroît et l'on peut compter quelque 8 millions de pauvres. Et tout comme en France, par exemple, parallèlement les bénéfices officiels des entreprises se sont accrus pendant l'année 1994, essentiellement grâce aux restructurations d'entreprises, comme le soulignait une étude économique, c'est-à-dire grâce aux licenciements.

Dans ces circonstances, les partis de l'opposition à Felipe Gonzalez essaient de profiter du discrédit de celui-ci. Toute la campagne apparaît comme des élections « primaires » où les partis mesurent leurs forces électorales dans la perspective des élections générales prévues pour dans trois ans et dont Felipe Gonzalez (jusqu'à maintenant avec l'appui du Parti Nationaliste Catalan de J. Pujol) refuse qu'elles soient anticipées.

Tandis que le PSOE, est présenté comme perdant par tous les sondages, et que le parti de droite (le Parti Populaire donné gagnant) mise sur son développement, Izquierda Unida (IU, la Gauche Unie) – qui est une coalition constituée autour du Parti Communiste – essaie de se consolider comme troisième force. Mais son seul objectif est de se trouver dans une meilleure position pour établir une alliance avec le PSOE. C'est dire que les travailleurs d'Espagne n'ont rien à en attendre. Pour ne pas parler bien sûr des grandes manœuvres des autres politiciens à l'échelle des régions ou de l'ensemble de l'Etat espagnol.

M.S.

Tchétchénie

AFP

DE LA LUTTE ENTRE CLANS DE LA BUREAUCRATIE À UNE GUERRE « À LA YOUGOSLAVE »

Jeudi 24 mai, sous l'égide de l'Organisation de la Sécurité et de la Coopération en Europe, devaient s'ouvrir ce que les diplomates appellent des négociations entre « *les parties en présence dans le conflit tchétchène* ». Autrement dit, entre le Kremlin dont les troupes sont entrées en Tchétchénie depuis décembre dernier pour renverser le général-dictateur, Doudaev, les représentants de ce dernier et celui qui, sous la protection des baïonnettes russes, l'a remplacé : Artoukhanov, un haut bureaucrate russe d'origine tchétchène que, bien entendu, le clan Doudaev dénonce comme une « *marionnette de Moscou* ».

Ce qu'il sortira de cette négociation, si tant est même qu'elle puisse se tenir, nul ne le sait. En revanche, au fil des reportages de télévision et dans les journaux, on constate que, cinq mois après le début de cette intervention, la situation sur le terrain est loin d'être contrôlée par les troupes russes. Dans les montagnes, c'est évident : l'état-major, conscient des risques qu'il prendrait à y aventurer des troupes, avait fait savoir… qu'il y repousserait les « *bandes illégales armées* ». Mais, même dans la plaine du nord de ce tout petit pays, là où les tanks, les hélicoptères et bombardiers semblaient pouvoir s'imposer en rasant villes et bourgades, les combats continuent de faire rage.

L'ARMÉE RUSSE MASSACRE MAIS PIÉTINE

Les autorités de Moscou ne le cachent d'ailleurs plus, même si elles mettent cela au compte des « mercenaires » que le clan Doudaev aurait recrutés à prix d'or. Outre que Moscou oublie de dire en avoir aussi embauché (préférant parler de « *spécialistes des questions militaires* ») pour palier le peu d'enthousiasme de ses conscrits à se battre dans cette sale guerre, l'explication que le Kremlin donne de la résistance des hommes de Doudaev ne convainc guère. Elle pourrait même cacher un problème bien plus grave : la transformation de ce qui n'était, au départ, qu'un règlement de comptes entre un baron de la bureaucratie locale – Doudaev – et un Eltsine qui prétend imposer son autorité à tous les Doudaev de Russie.

D'une certaine façon, Eltsine récolte ce qu'il a semé. Il y a cinq-six ans, il avait incité les Doudaev de toute l'URSS à « *avaler le plus d'indépendance qu'ils pourront* », car cela pouvait aider Eltsine, chef de la République soviétique de Russie, et ses homologues des autres Républiques soviétiques à se tailler des fiefs dans les dépouilles de l'URSS en se débarrassant de celui qui se trouvait à sa tête, Gorbatchev. Mais ce processus de démembrement du pays et de décomposition du pouvoir central ne s'est pas interrompu avec le renversement de Gorbatchev. Et Eltsine, installé au Kremlin, n'en finit pas de recevoir la monnaie de sa pièce.

Intervenir en Tchétchénie, dans une opération qu'il présentait comme une quasi-promenade militaire tant la disproportion des forces semblait évidente, c'était pour Eltsine lancer un avertissement à tous les bureaucrates russes tentés d'imiter ce Doudaev qui avait non seulement instauré la dictature de son clan et de bandes rançonnant « sa » région, mais ne voulait même plus formellement reconnaître la tutelle de Moscou.

UN PEUPLE PRIS EN OTAGE

Les rodomontades d'Eltsine ont fait long feu. Non seulement Doudaev continue à défier Moscou, lui, dont le pouvoir semblait chancelant à la veille de l'intervention, mais – et c'est un comble –, lui que les habitants de Tchétchénie semblaient rejeter massivement il y a quelques mois encore, tant sa dictature était devenue insupportable, eh bien, il peut avec quelque véracité se présenter comme le « défenseur » de l'indépendance de son peuple.

Devant les exactions, les massacres de l'armée russe, on peut imaginer que ceux qui repoussaient Doudaev, hier encore, pourraient bien, demain, le voir en « héros » national. Finalement, c'est cette même armée russe qui pourrait bien être le principal pourvoyeur de ces « bandes armées illégales ». Pour des têtes brûlées aujourd'hui, demain pour des déclassés conduits au désespoir – et qui ne le serait pas dans un pays ravagé – mourir pour mourir, autant que ce soit dans un maquis que sous les bombes ou sous les balles des forces de l'ordre.

L'armée de Doudaev peut sans doute compter sur une certaine sympathie de la population, tant est odieux le camp d'en face. Que cette population accepte spontanément qu'elle vive sur son dos ou qu'elle y soit contrainte – mais a-t-elle le choix ? –, entrer dans cette armée pourrait aussi apparaître à bien des gens comme une solution à leurs problèmes de simple survie quotidienne, dans cette région où l'armée russe, en saccageant toutes les infrastructures économiques, a rendu impossible toute façon normale de vivre et de gagner sa vie.

La population tchétchène serait ainsi prise en étau entre les « siens », les seigneurs de la guerre des Doudaev et compagnie, et les forces de répression des « autres ». Plus le Kremlin s'enferre dans cette sale guerre, plus la liste de ses crimes s'allonge, plus probable devient ce scénario d'une évolution « à la yougoslave », de l'apparition d'un conflit que l'on nous dira alors national ou ethnique, mais dont les seuls responsables auront été les dirigeants de la bureaucratie, à commencer par ceux de Moscou.

Pierre LAFFITTE

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995